

Table des matières

Introduction
Bibliographie

I. Crise où explosion?

Survol sur notre passé économique
Une accélération foudroyante
Une image frappante
Les retombées
Transferts
Regardons la réalité en face

II. La redistribution

La redistribution, solution des conservateurs
Revenu minimum garanti
Société duale
Pis-aller provisoire
On sait pourtant créer l'argent
Un équilibre devenu impossible

III. Démystifions l'argent

Le mythe
La monnaie-marchandise, monnaie originelle
La monnaie capitaliste pour l'ère industrielle
La monnaie bancaire : seconde rallonge
La monnaie informatique : nouveaux moyens
La monnaie distributive

IV. L'économie des besoins

1. Les revenus : l'usufruit d'un héritage
2. L'entreprise : tous actionnaires
3. Le travail : service social
4. ... et l'activité créatrice : la libération
5. La formation : l'essentiel
6. La libération de la femme : enfin majeure

V. De la spéculation à la coopération

La garantie d'un étalon
De la guerre au règne du dollar
Une entente tacite
Du règne du dollar à celui des multinationales
Des multinationales à la fin de la loi du marché

VI. Comment commencer

D'abord : un bilan véritable
et non la spéculation à tout crin
Ouverture au mondialisme

INTRODUCTION

Il ne s'agit pas ici d'exposer les rêves d'un groupe d'idéalistes et leur vision d'un monde utopique. Il s'agit de montrer que notre époque est celle des plus grands et des plus rapides bouleversements que l'humanité ait jamais connus, au point qu'il nous est devenu indispensable de rompre avec nos habitudes économiques si nous voulons nous adapter à des modes de production et à des moyens d'information qui étaient encore quasi insoupçonnables seulement au début de ce siècle. Il appartient à tous ceux qui se sentent responsables de l'avenir' de faire l'effort d'imagination nécessaire pour participer à la mutation qui est en cours et aider ainsi l'humanité à saisir la chance qui lui est offerte. Car cet avenir dépend d'eux et c'est aujourd'hui qu'il se décide.

Ce document est destiné à aider ceux qui ont le courage de lutter contre les habitudes de pensée et les idées reçues afin de faire comprendre, par des exposés, par des discussions, par des interventions en toute occasion, l'ampleur et la forme des changements qui s'imposent.

La première partie, intitulée "crise ou explosion?" est un aperçu historique. Elle propose une image destinée à faire percevoir la rapidité et le sens de la révolution technologique que nous sommes en train de vivre. Elle aboutit à montrer que le problème de notre temps n'est plus de produire, comme ce fut si longtemps le cas, mais de distribuer la production qui se réalise aujourd'hui par des machines.

La seconde partie analyse le dernier remède proposé par les défenseurs du capitalisme : la redistribution qui prend maintenant figure d'un revenu minimum assuré à tous les foyers, mais destiné essentiellement à fournir les clients dont la production mercantile a besoin. Il importe en effet que cette ultime façon de colmater les brèches du système des capitaux, des salaires, des profits et de la spéculation, ne soit pas confondue avec l'amorce du système distributif. Ce n'en est que la caricature dans la mesure où elle est destinée à maintenir les lois imposées par la rentabilité capitaliste, et non pas à donner à tous les humains accès à l'héritage prodigieux légué par les générations passées. La redistribution opère un tri' et place des millions d'hommes en condition d'assistés ; elle les entretient comme on conserve aujourd'hui certains animaux sauvages.

L'économie distributive au contraire a pour objectif de donner à tous les hommes, en les affranchissant des contraintes matérielles, les moyens d'avoir accès à des activités librement choisies.

Heureusement, la redistribution n'est pas viable, car prenant aux uns les revenus de leur travail pour entretenir les autres, elle ne peut suivre l'accélération du remplacement des salariés par des robots. L'accroissement de l'automatisation impose l'injection d'une monnaie supplémentaire, d'un pouvoir d'achat correspondant aux productions qui ne délivrent pas de salaire. Or la grande majorité des gens ignore tout, ou se méprend fort, sur les mécanismes actuels de la **création monétaire**. Avant donc d'exposer le système distributif qui implique une

organisation rationnelle et utilitaire de la création monétaire, le chapitre III rappelle l'histoire de la monnaie et montre qu'elle aboutit naturellement, à notre époque, à une monnaie de gestion, à une monnaie distributive. Il est très important que les distributistes abordent puis traitent à fond cette étude de la monnaie et des mécanismes monétaires, qu'ils la développent, qu'ils la rabâchent au besoin. Le livre "Les Yeux Ouverts" de J. Duboin, qui approfondit ce sujet a été réédité pour les y aider. Car si on nous oppose si souvent que la monnaie est une institution inviolable, qu'il est donc utopique de vouloir la changer, c'est parce qu'on ignore en général qu'elle n'a cessé de changer et qu'elle repose sur des habitudes parfaitement arbitraires, et inutilement compliquées. Cette ignorance du grand public a pour conséquence sa subjectivité face aux questions financières, voire sa soumission à des idées reçues, et fausses. D'où cette coalition, consciente ou pas, de tous les partis politiques, et même des syndicalistes de tout bord, pour conserver à tout prix le capitalisme. D'où cette paralysie en face de nos thèses. On croit a priori que ce n'est pas possible. La diffusion de ces thèses doit donc passer par une très large information sur la monnaie. En effet, si on fait le bilan de la progression de nos idées, depuis quelque cinquante ans que J. Duboin les a impulsées, on s'aperçoit que toutes, sauf justement celles sur la possibilité d'une nouvelle monnaie, sont aujourd'hui admises : la mutation, la grande relève de l'homme par la machine, ce qu'on appelle la crise, toutes ces idées sont reprises. Fini le temps où on nous opposait que nous vivons une de ces crises "cycliques" qui accompagnent les transformations technologiques. On ne prétend même plus qu'il existe un remède miracle pour relancer l'économie. Le "miracle" allemand a fait long feu. La prétendue reprise américaine ne trompe plus personne : on a compris sur quelle formidable relance des armements elle repose, même si on ne sait pas comment sont créés les crédits qui la financent. Mais on sait les risques de guerre qu'elle entraîne. Enfin quand les partis de droite nous vantent les vertus du libéralisme économique (la liberté du renard dans le poulailler), l'exemple de la Grande-Bretagne (2796 de chômage à Liverpool - un pouvoir d'achat moyen aux 3/4 du nôtre) montre aux plus avertis à quoi il mène. Et quand la gauche reprend à son compte les principes économiques de la droite, elle ne fait plus recette. Donc tout le monde s'accorde pour reconnaître que le problème de notre temps est celui du **chômage**. On en est là. C'est un sérieux progrès depuis le temps où les chômeurs n'étaient que des fainéants et la sortie de la crise au bout du tunnel. On en est là, mais on n'ira pas plus loin tant qu'on n'osera pas s'attaquer à l'origine du pouvoir d'achat des consommateurs donc de la monnaie. On admet bien qu'il n'y aura plus jamais de travail à plein temps pour tous, mais on ne comprend pas que cela signifie une baisse générale du pouvoir - d'achat, donc du nombre des clients. On en arrive même à croire que cette raréfaction des clients, qui ralentit l'économie, donc freine la production, signifie qu'on n'est plus capable de produire de quoi nourrir tout le monde. Alors que jamais nos **capacités de production** n'ont été plus grandes. Et c'est ainsi qu'on entend dire qu'il n'y a "pas de quoi" nourrir les chômeurs, ni demain les retraités. Dans des pays qui ne savent plus quoi faire de leurs surproductions. Dans des pays qui dépensent des fortunes en publicité pour pousser à la consommation!

Tout cela, parce que tout le monde a pris l'habitude de ne **raisonner qu'en termes d'argent**. On ne raisonne pas en termes de production, en termes de richesses concrètes : champs, usines, savoir-faire. Pour la même raison, inhérente au système capitaliste, qu'un être humain sans argent n'entre pas dans les statistiques économiques : ce n'est un client pour personne, donc il n'existe pas. Il faut faire comprendre qu'on a bel et bien **lesmoyens** matériels, et humains, pour produire encore davantage, et en tout cas de faire vivre tout le monde. Mais que le problème du système capitaliste est qu'il n'y a pas d'accès à la consommation pour tous ceux que les robots ont exclu de la production. Et qu'il en sera ainsi tant qu'on conditionnera l'obtention du pouvoir d'achat à celui d'un salaire. Il faut faire comprendre que le problème à résoudre est celui de la fabrication du pouvoir d'achat : que proportionnel aux salaires, il sera désormais insuffisant pour écouler toute la production possible. C'est proportionnellement à cette production qu'il doit être créé.

Ayant fait comprendre ceci, le terrain est prêt pour aborder au chapitre 1V la monnaie distributive, donc l'économie des besoins- Mais en montrant bien qu'elle est la **conséquence des faits** rappelés dans la première partie. Que ses mécanismes ne sont pas le fruit des rêves d'un utopiste visionnaire ou prophète, mais la déduction naturelle des constats qu'impose l'inefficacité de tous les vieux remèdes du système du marché. Que celui-ci a rempli son rôle en son temps, quand tout le monde devait participer à la production, mais qu'il se trouve définitivement dépassé maintenant- L'économie distributive doit ainsi apparaître comme le **moyen de s'adapter** aux énormes possibilités de notre époque, d'en tirer parti, le meilleur parti, et pour tout le monde. Il est nécessaire d'insister sur le fait que ceci n'est possible que depuis peu. Par contre, l'expérience montre qu'un "distributiste" doit plus **laisser à ses interlocuteurs** le soin d'imaginer les immenses possibilités que libère l'économie des besoins, plutôt que les leur décrire lui-même, au risque d'imposer sa propre vision de l'avenir ou d'y projeter ses fantasmes. S'il s'agit de montrer que ce système économique est viable, en entrant dans les détails, il existe un livre, "Les Affranchis de l'an 2000" qui a été écrit dans ce but. Mais l'économie des besoins ne doit pas apparaître comme impliquant un mode unique de vie avec une organisation sociale et administrative réglementée et fiée. Car c'est tout au contraire, pour la société humaine, une libération des contraintes qu'imposent inutilement, et souvent de façon dramatiquement nocive, les systèmes économiques actuels, à l'Est comme à l'Ouest. C'est, montrons-le clairement, une ouverture vers tout ce qui pourra encore s'inventer. En un mot, c'est d'abord et essentiellement une dynamique à mettre en marche, en faisant sauter le verrou -du capitalisme. Né limitons pas cette perspective en lui donnant la forme de nos aspirations - personnelles. Tenons-nous en sur ce point à l'essentiel qui se résume en :

<p>NECESSITE DE DISSOCIER LES REVENUS DU TEMPS DE TRAVAIL ET DE LES LIER A LA PRODUCTION</p>
--

Et comme bien des interlocuteurs poseront alors la question des échanges internationaux, le chapitre suivant fait le point du déséquilibre actuel en ce domaine. Le dernier chapitre montre quelle alternative offre l'économie des besoins à ces risques d'explosion, et par où commencer pour y échapper.

Bibliographie

Cette brochure est un résumé des idées et commentaires de l'actualité développés dans le, journal mensuel "La Grande Relève des Hommes par la Science", en vente sur abonnement (x) et dans certains kiosques des N.M.P.P.

Le livre de J. Duboin intitulé "Les Yeux Ouverts" publié en 1955 a été réédité en 1982 à compte d'auteur. Il est vendu *par* correspondance contre 60F (frais d'envoi compris) *au* siège du journal "La Grande Relève:".

Le livre "Les affranchis de l'an 2000", par M.L. Duboin, a été publié par les éditions Syros en-1 984_ 11 est aussi vendu par correspondance (79F, franco) au journal-

Sont également en vente par correspondance au journal :

- "Kou, l'ahuriou la misère dans l'abondance", critique de notre société, publiée en 1934 par J. Duboin, toujours d'actualité et réédité récemment avec quelques dessins qui soulignent l'aspect humoristique du style (60F, franco).
- "Survivre ou périr ensemble", par F. Foulon, une analyse écologique des folies de notre monde inhumain, des exemples, rires références (65F, franco).
- Les numéros spéciaux suivants :
 - n°760 : "J. Duboin", qui reproduit des extraits essentiels de l'œuvre de cet auteur dont les autres ouvrages sont aujourd'hui introuvables (15F, franco)-
 - n°815 : "Un projet pour les femmes", qui retrace l'évolution de la condition féminine au cours de l'histoire et montre ce que lui apporte l'économie distributive (10F, franco).
 - n°833 : "Et si on changeait? " pour les amateurs de bandes dessinées, un résumé en 16 pages de dessins, l'essentiel des analyses distributistes (50F les dix).
- des tracts, disponibles par cent (franco 12F les cent)
 - "Avez-vous pensé à ceci?"
 - "Ceci nous concerne tous l"
 - "Union pour une économie libérée" (pour les élections de mars 86).

I.

CRISE OU EXPLOSION?

Où en sommes-nous? Interrogeons l'histoire pour comprendre.

Survol sur notre passé économique

Dès que l'homme est apparu sur terre, son souci primordial a été naturellement, comme tous les êtres vivants, de trouver de quoi se nourrir, et se protéger. Pendant les centaines de millénaires que dura l'âge paléolithique, ce souci absorba toutes ses facultés et tout son temps : il ne savait lutter contre les animaux qu'en leur jetant des" pierres La découverte de l'usage du plus rudimentaire des outils, la pierre taillée, date de quelques 80 mille ans : au paléolithique moyen, il vit dans des cavernes, se nourrit de fruits et de plantes sauvages et des animaux qu'il arrive à tuer. Plus tard il découvre l'art de polir les os de rennes abattus, puis se met à polir la pierre. On entre ensuite dans l'ère néolithique : de chasseur, l'homme est devenu pasteur. Et, à la veille du troisième millénaire ... avant notre ère, l'homme commence à domestiquer les animaux, à cultiver des céréales, à réaliser les premières poteries, les premiers tissus, et on voit apparaître les premiers villages. Il lui aura fallu près d'un million d'années pour réaliser ces premières prouesses techniques.

Deux mille ans environ avant notre ère naît l'âge du cuivre, et il faut attendre environ mille ans encore pour parvenir à l'âge du bronze. Lentement, insensiblement, chaque génération ajoutant sa contribution aux efforts de celles qui l'ont précédée pour soulager sa peine, diminuer les efforts physiques nécessaires à sa survie, le progrès accélère un peu sa marche en avant. Et quand des espaces en friche deviennent terres cultivées naît l'instinct de propriété. Le fort aussitôt domine le faible afin d'en faire son esclave. Mais un esclave qui ne peut fournir à son maître que la force de ses bras et de ses jambes, jusqu'au jour où l'invention de la roue l'aide un peu à transporter ses charges. C'est qu'en effet pendant ces centaines de millénaires, la seule énergie dont dispose l'homme est celle de sa propre force physique qu'on estime de l'ordre de 75 Watts. Cc qui, en supposant qu'il travaille sans relâche, pendant dix heures, chacun des 365 jours d'une année, représente une énergie de 270 KWh par an. Soit, pour utiliser une unité pratique employée communément aujourd'hui, l'équivalent de 2.3 kg de pétrole : il faut qu'il travaille trois ans à ce rythme pour fournir l'énergie de son propre poids de pétrole!

Une première étape sera franchie grâce à l'invention du collier qui permet à l'homme de domestiquer le cheval. Vint ensuite, vers l'an - 200, l'invention de la roue à eau, en Grèce. Ce n'est que mille ans plus tard que l'homme construit le premier moulin à vent.

Pendant des centaines de siècles, l'homme n'aura donc pu disposer d'aucune aide mécanique. Il aura eu le temps de se mettre dans la tête qu'il est obligé de gagner sa vie "à la sueur de son front". Ne nous étonnons donc pas si aujourd'hui cette idée y est si fortement ancrée!

Il fallut encore un millénaire pour qu'une autre étape décisive soit franchie avec l'invention de la machine à vapeur. L'homme va disposer désormais d'une machine qui lui permet de transformer l'énergie thermique accumulée dans le charbon en énergie mécanique et ainsi d'actionner d'autres machines.

L'accélération du progrès technique devient alors plus sensible, et l'ère des grandes découvertes s'amorce.

Il n'y a que cent douze ans que Gramme construisit sa première machine électrique, cent cinq ans qu'Edison inventa la première ampoule électrique. Il fut d'ailleurs traité de fou quand il prétendit faire de la lumière dans une bouteille

Utopie d'hier, réalité d'aujourd'hui!

Une accélération foudroyante!

Avec la découverte de l'électricité, le progrès technique tonnait une accélération jusqu'alors impensable. Le monde est transformé depuis que les hommes ont appris à transporter l'énergie électrique à longue distance. Le téléphone, l'éclairage des villes et des campagnes, le chauffage, la découverte du pétrole, l'invention du moteur à explosion, changent radicalement la vie en moins d'un siècle et la puissance mise ainsi à la disposition de chaque homme a doublé en 1875.

Mais cette accélération n'est rien auprès de celle des décennies suivantes. Au début du XXème siècle, la puissance disponible a encore doublé. En 1914, elle est multipliée par 8. Elle l'est par 80 au cours des trente années suivantes. Et s'il s'agit là d'une révolution, avec la construction d'énormes barrages, de centrales électriques, le développement de l'aviation, du radar, du cinéma, que dire de ce qui s'est passé au cours des cinquante dernières années, avec les satellites et les ordinateurs"? En 1979, c'est d'une puissance multipliée par 460 que chaque habitant du Luxembourg a disposé

Une image frappante

Ces dates et ces chiffres montrent que nous sommes en train de vivre un bouleversement unique dans l'histoire de l'homme. Pourtant nous ne prenons pas facilement conscience de cette accélération foudroyante parce que nous n'avons pas l'expérience de ce que représente seulement un siècle. Alors pour mieux

comprendre, changeons l'échelle des temps (voir fig. 1) et ramenons toute l'histoire à une durée dont nous avons tous la notion : une année, l'année 1985 par exemple- Prenons ces douze mois pour représenter toute la vie_ de nos ancêtres depuis l'âge «le la pierre taillée jusqu'à nos jours, laissant donc de côté la préhistoire, qui, à cette échelle, serait représentée par plus de 26 ans. L'histoire commençant le 1^{er} janvier, c'est vers le 11 octobre que débute l'âge du cuivre, c'est le 5 décembre qu'un Grec construit la première roue à eau, c'est le matin du 16 décembre que fut fabriqué le premier moulin à vent. Quand Louis XVI monte sur le trône de France, le 29 décembre à 11 heures, il ne dispose pas de plus de moyens mécaniques que les Pharaons n'en avaient au mois de novembre : Mais c'est ce même 29 décembre que Watt met au point sa machine ; Lebon découvre le gaz d'éclairage quelques heures après, tandis que Fulton fait marcher le premier bateau à vapeur et que Dallery invente l'hélice. Le lendemain matin roulent les premiers chemins de fer, le télégraphe fonctionne, le premier câble sous-marin est posé entre Calais et Douvre. Le soir de ce même jour Gramme et Edison nous apportent "la fée électricité". Et avant que s'achève ce 30 décembre, Clément Ader réussit un premier bond de 50 mètres aux commandes d'un avion à moteur.

Alors commence le tout dernier jour de l'année. A 2 heures du matin, Blériot réussit la première traversée de la Manche, puis à 7 heures, Lindberg relie New-York à Paris, au moment où Goddard lance la première fusée à propergol : elle atteint 30 mètres d'altitude : A l'heure du déjeuner, la radio annonce le premier vol supersonique, puis vers 15 heures, les premiers transports par avions à réaction. A 16 heures, une nouvelle stupéfie le monde : les Russes ont réussi à lancer le premier satellite artificiel : Spoutnik tourne autour de la Terre : Une heure après : un homme est dans l'espace : Et ce 31 décembre, quatre heures environ avant la fin de l'année, un homme a marché sur la Lune ...

Il a fallu à peu près toute l'année à l'homme pour parvenir à mettre à son service un premier esclave mécanique, un seul jour pour s'en attribuer huit. Neuf heures après, chaque Français en disposait de 80. Dix heures plus tard, c'est une équipe de près de 380 esclaves que chaque Canadien utilisait, le monde entier disposant de 260 milliards d'esclaves mécaniques

C'est donc bien une explosion que nous sommes en train de vivre. D'autant que cette multiplication foudroyante du nombre d'esclaves mécaniques s'accompagne depuis peu de l'ouverture brutale d'un champ nouveau de possibilités, dont nous ne sommes même pas en mesure de prévoir tous les effets. Presque tout au long de cette année 1985 qui nous sert de référence, un homme, fut-il le plus grand savant désireux de faire accomplir un progrès à la science, ne dispose que de son cerveau pour faire ses calculs. Il doit compter sur ses doigts ou utiliser un boulier pendant des mois et des mois, car la première règle à calcul a été fabriquée le 27 décembre à 6 heures du soir. Deux heures après, Pascal invente une machine qui ne fait encore que les additions et les soustractions. Le lendemain, le 29 décembre à 9h14, apparaît la première machine capable de faire les 4 opérations élémentaires. 24 heures après, Boole invente le calcul binaire, et ce n'est que le lendemain, donc

encore au cours de ce fameux 31 décembre, que les choses se précipitent : on annonce la mise en route à Harvard, à 12h20, du premier ordinateur automatique, Mark I. Une heure après, le transistor est industrialisé et permet la naissance, à 16 heures, des ordinateurs de la seconde génération. A 17h50, I13M lance la troisième génération, avec ses ordinateurs à circuits intégrés. Et c'est encore au bulletin d'information du soir, peu après 20 heures, qu'on annonce la • généralisation de la mémoire virtuelle. Dans les quatre dernières heures qui restent avant la fin de l'année, les microprocesseurs envahissent tous les domaines. Et leur prix chutant en flèche, on peut prévoir avec quelle rapidité ils vont se développer : disposant de 100 francs, nous pouvons, en ce moment même, à minuit, engager quelques dix "esclaves calculateurs" ; avec la même somme, nous pourrions, dans l'heure qui vient, en engager 100, si bien que dans trois heures, bien avant la fin de la nuit, 100.000 milliards d'esclaves intellectuels seront au service des habitants de la Terre ... ***Et il n'y a pas de commune mesure entre cette assistance et celle que les esclaves mécaniques apportaient au travail musculaire de l'homme!***

Dans tous les domaines, on retrouve cette même accélération prodigieuse. Mais il en est un dans lequel cette accélération est d'autant plus terrifiante que les moyens les plus modernes s'y sont toujours implantés en priorité. Il s'agit de celui des armements : la puissance que transporte maintenant un seul bombardier armé d'une bombe dont la puissance est équivalente à celle de 100.000 tonnes de T.N.T., est celle que transportaient 20.000 bombardiers quand explosa, à midi, la première bombe atomique. Et à 23 heures, les USA disposaient sous la seule forme de têtes nucléaires stratégiques, de 70.000 lois plus!

Vivant pareil cataclysme, comment pourrait-on s'étonner que nos esprits n'en saisissent pas sur le coup toute la portée, et ne soient pas en mesure de réagir sur-le-champ pour y adapter intelligemment nos modes de vie? Mais si le fait que nous ayons perdu la boussole au milieu de pareille tempête n'est pas étonnant, il n'en est pas moins sans dommage. Car l'inadaptation de nos comportements, et surtout de nos habitudes économiques, se manifeste par une crise dont le moindre des effets n'est sans doute pas l'immensité du fossé qui se creuse un peu plus chaque jour, et plus dangereusement, entre les peuples les plus avancés, ceux qui sont sur la brèche, et ceux qui sont en retard sur eux d'un, de deux, voire de trois jours, selon notre représentation? Et un même fossé se creuse aussi, dans les pays les plus industrialisés entre les gens qui ont pu tout de suite profiter d'esclaves mécaniques et intellectuels, et ceux qui voient ces esclaves faire "leur travail", à moindre coût, et se retrouvent ainsi privés de ce qui était leur gagne-pain, c'est-à-dire leur accès à tous ces moyens qui résultent aujourd'hui de tant d'efforts conjugués par nos ancêtres communs?

Les retombées

L'apparition des premiers outils s'étale, nous l'avons rappelé, sur des milliers d'années, au cours desquelles s'est bâtie la civilisation agricole primitive. Cette

"première vague", comme l'appelle Alvin Toffler, se fit donc sans heurts. Ce fut une évolution, plus qu'une révolution.

L'arrivée des premiers esclaves mécaniques au milieu de cette civilisation totalement agricole, déclencha "la seconde vague" (voir fig. 2) : ce fut l'exode rural des paysans qui, n'ayant plus à travailler la terre, allèrent chercher de l'embauche dans les usines nouvelles. Cette révolution ne se fit pas sans douleur, car le changement n'y fut pas organisé pour le mieux, mais en général, subi par les travailleurs. Cependant, deux facteurs en amortirent chez nous le choc. Le premier est qu'il eut lieu, dans les pays qui furent les premiers à s'industrialiser, à une époque, où les choses évoluaient encore assez lentement : la seconde vague s'y répandit en trois siècles. Dans les pays qu'elle aborda plus tard elle ne s'étala que sur quelques générations. Mais nos habitudes économiques sont telles que les autres pays sont aujourd'hui contraints de suivre, et maintenant qu'elle les aborde, la deuxième vague y déferle avec la rapidité foudroyante caractéristique de notre époque. Le second facteur d'amortissement pour nous a été que l'industrie avait, au moment de la révolution industrielle, un criant besoin de main d'œuvre :

Notons bien que ce transfert de main d'œuvre du secteur primaire vers le secteur industriel n'eut pas pour effet, loin s'en faut, de diminuer la production agricole. Celle-ci n'a jamais cessé de croître, au point qu'aujourd'hui, dans toute la C.E.L. les 9 millions d'agriculteurs qui restent pour alimenter 260 millions de consommateurs se plaignent de produire trop. Ils se plaignent tellement qu'on tolère qu'ils détruisent des biens pour soutenir les prix. De plus, les Etats dépensent (voir fig. 5) pour maintenir leur pouvoir d'achat de telles sommes que cela revient pratiquement à les prendre en charge pour qu'ils continuent à cultiver leurs terres : comme des fonctionnaires!

Transferts

C'est la troisième vague qui nous atteint à l'époque où tout évolue avec une rapidité vertigineuse. Et cette fois, le changement de civilisation nous est imposé dans un contexte qui diffère de façon drastique de celui qu'ont connu nos grands parents_

Au début, on a pu constater qu'un mouvement semblable s'amorçait : au fur et à mesure que s'automatisait la production dans le secteur industriel, un transfert (voir fig. 3 et 4) s'opérait vers le secteur tertiaire. Jamais la paperasserie, jamais la bureaucratie n'ont connu un tel essor. Jamais on n'avait imaginé tant de services possibles, jamais ouvert tant de guichets de banques, tant d'agences commerciales, jamais tant cirée de sociétés de démarcheurs, de représentants, d'agents

Insertion de la figure 2.

Fig. 2- Secteur primaire : chute du pourcentage de la population active travaillant dans l'agriculture en Europe : Pendant des siècles, 80 à 95% ; au 20e siècle, chute de 50 à moins de 8% aujourd'hui.

Graphique 1 - France. Evolution de l'emploi.**Graphique 2** - Allemagne fédérale. Évolution de la production d dans l'industrie de l'emploi et de la production dans l'industrie.

Insertion du Graphique 1 et du graphique 2 (page 15 du document original)

Calculs effectués à partir des statistiques CLE

Graphique 3 – Europe des dix. Évolution de l'emploi et de la production dans l'industrie (Base 100=1975)

Insertion du Graphique 3 (page 15 du document original)

Fig. 3 - Secteur secondaire : résultats de calculs effectués à partir des statistiques CEE, portant sur l'emploi et la production industrielle entre 1960 et 1983, en France (en haut à gauche) et en Allemagne (en haut à droite). Dans les cas, les variables sont comparées à leur valeur en 1975 (indice 100). La production industrielle est passée de 60 à plus de 110, tandis que l'emploi correspondant chutait de 92 (en France) et 108 (en Allemagne) à moins de 88. La courbe du bas concerne l'ensemble de l'Europe des dix.

Insertion de la figure 4 de (page 16 du document original)

Fig. 4 - Le glissement primaire – secondaire – tertiaire. Evolution au cours de la période 1970-1981 du pourcentage de la population active par secteur économique. (Source Eurostat – 4^e trimestre 1982). (Aux Etats-Unis, le pourcentage de la population active dans le tertiaire est de 69%).

<u>L'AGRICULTURE DANS LA CEE</u>	
9 millions d'agriculteurs	260 millions de consommateurs
<u>EXCÉDENT DE PRODUCTION</u>	
EXEMPLE DU LAIT en 1977	225 578 vaches laitières abattues 1.3 millions de tonnes de lait excédentaire
EXEMPLE DE FRUITS De 1960 à 1965	70 000 arbres fruitiers arrachés production doublée
<u>SOUTIEN DES PRIX</u>	
DÉPENSES : plus de 57 milliards en 1980	
VENTES À PRIX RÉDUITS :	
20 000 tonnes de beurre à 1.8 F/kg à l'URSS (14.4 F/kg au consommateur européen)	
Des milliers de tonnes de viande à 5.4 F/kg	
MAÏS	
En France, 2.8 % des 600 000 exploitations agricoles produisent 32.4% de la production.	
Ainsi, un relèvement de 1% du prix du blé rapporte :	
14 400 F/an au producteur de 8 000 quintaux	
360 F/an au producteur de 200 quintaux.	
ET	
ON CULTIVE <u>43%</u> DES TERRES DISPONIBLES	
1 HA NOURRIT 3 PERSONNES, IL POURRAIT EN NOURRIR 24.	

Fig. 5 - Comment on s'accroche au vieux système économique : exemple des dépenses faites par la CEE pour maintenir les prix agricoles.

Question : dans ces conditions, qu'est devenu la loi du marché?

D'assurance, ou de publicité, Ou de protection, jamais lancé tant de films, tant de revues diverses, publié tant de livres, jamais on n'a formé tant d'animateurs, d'agents de tourisme, d'organisateur de vacances. On a tellement assailli le consommateur d'offres de services que dans notre société d'assistés c'est tout juste si un touriste, visitant une ville étrangère, peut prendre l'initiative de choisir de quel côté de l'autocar il va regarder

Mais l'invasion des usines par les esclaves d'abord mécaniques, puis maintenant et à toute allure, par des millions de microprocesseurs et de robots, nécessiterait le transfert quasi immédiat, de toute la main d'œuvre industrielle. Il n'est que d'aller faire une visite de l'usine Fanuc au village japonais d'Oshino : la nuit elle tourne sans AUCUN être humain, au point qu'elle n'a même pas de dispositifs d'éclairage. Le jour, dans cette usine qui travaille 24 heures sur 24 (quelle croissance pour la production :), viennent 100 employés, dont 63 montent les pièces fabriquées la nuit par leurs collègues robots. Mais comme l'usine fabrique 100 robots par mois, qu'elle en fera demain 400, on sait que dans deux ans, les 63 ouvriers monteurs n'y auront plus d'emploi. Et la production industrielle sera en mesure d'augmenter considérablement sans eux ...

Alors? La solution est-elle que tous les ouvriers de l'industrie qui voient leurs emplois disparaître aillent se recycler dans le tertiaire, comme autrefois les paysans étaient venus à l'usine? Disons-le clairement, si l'on envisage couramment cette solution, c'est d'abord parce qu'on préfère espérer que ce qui a été possible dans certaines circonstances aura 1e bon goût de marcher une seconde fois, à seule fin d'éviter d'avoir à faire des efforts d'imagination pour inventer autre chose

Hélas, au risque de décevoir beaucoup, je pense au contraire qu'il va falloir sérieusement innover

Pour cette bonne raison que le secteur des services qu'on a développé autant qu'on l'a pu, est déjà atteint, lui aussi, par l'arrivée des robots et de l'armée des esclaves intellectuels. Les machines à photocopier, les machines à traitement de texte, les machines à calculer, les ordinateurs de gestion, les distributeurs automatiques, les machines de tri, les liaisons informatiques (télérel, minitel), ont fait irruption dans les bureaux et en ont chassé une foule de dactylos, de secrétaires, de comptables, après les copistes, les liftiers et les commissionnaires. De même que les logiciels de dessins et la conception assistéepar ordinateur (C.A.O.) avaient transformé les bureaux d'études industrielles, ou que les techniques nouvelles de reproduction ont fait tomber en chute libre le nombre des emplois nécessaires dans l'imprimerie.

Insertion de la figure 6 (page 19 du document original)

Fig. 6 - Secteur secondaire : le coût horaire d'un robot baisse et il est déjà bien inférieur au salaire horaire des ouvriers qu'il remplace (résultats d'une enquête faite en 1982 aux Etats-Unis dans le secteur de l'automobile). La logique capitaliste mène au remplacement de l'homme par la machine.

Insertion de la figure 7 (page 19 du document original)

Fig. 7 - Secteur tertiaire : le coût annuel d'une dactylo augmente tandis que diminue le prix d'une machine à traitement de texte (enquête réalisée au Royaume-Uni sur la période 1977-1981, publiée par l'association of Professional, Executive Clerical and Computer Staff : APEX, Londres)

Insertion de la figure 8 (page 19 du document original)

Fig. 8 - Enquête réalisé en République Fédérale Allemande montrant les conséquences sur l'emploi d'un investissement de 100 milliards de DM de 1955 à 1975.

Et ce mouvement ne peut, lui aussi, que s'accélérer. Pour une raison bien simple : le prix des robots ne fait que baisser (voir fig. 6 et 7) tandis que le salaire horaire d'un employé ne fait qu'augmenter. Il est donc de l'intérêt financier de toute entreprise, quelle qu'elle soit, de remplacer le plus vite possible ses salariés par un automate! Et comme maintenant des robots fabriquent d'autres automates ...

Un-rapport d'enquête (voir fig. 3) effectué en Allemagne: Fédérale est éloquent sur cette tendance : un investissement de 100 milliards de D.M., fait entre 1955 et 1960, créait 2 millions d'emplois ; fait entre 1960 et 1965, il créait plus de 400.000 emplois ; le même investissement entre 1965 et 1970 supprimait 100.000 emplois ; entre 1970 et 1975, il se traduisait par la suppression de 500.000 emplois '.

Regardons la réalité en face

. Il faut avoir la lucidité de regarder en face le mouvement irréversible qui s'est amorcé : désormais la production (voir fig. 9) peut croître à volonté avec le travail des esclaves extrahumains. Nous sommes les cohéritiers des résultats de longues

recherches effectuées par les générations qui nous 'ont précédés afin d'alléger leur tâche. Ce travail vient d'aboutir à ceci : à peu près tout ce dont nous avons besoin pour assurer notre survie peut être fait par des automates ou des robots.

Alors qu'est-ce qui nous empêche de les faire travailler pour nous et de consommer les fruits de leur production?

Une simple habitude : nous nous sommes mis dans la tête, au cours de milliers d'années qu'on ne pouvait gagner son pain qu'à la sueur de son front. Pas de travail, pas de salaire (sauf pour l'héritier d'une grosse fortune ...) et, par conséquent, pas de pouvoir d'achat. Alors, le jour où ce sont les robots qui travaillent, nous nous retrouvons privés de revenus et nous ne pouvons pas acheter ce que produisent nos esclaves.

On aboutit à cette absurdité d'une misère croissante, en face d'une abondance de possibilités parce que les robots fabriquent des biens mais ne distribuent pas proportionnellement de pouvoir d'achat aux consommateurs.

Insertion de la figure 9 (page 22 du document original)

Fig. 9 - Courbes publiées par le Secrétariat Général du Gouvernement reproduites dans la revue «Banque» et montrant que le taux de chômage augmente en même temps que le volume de la production et en même temps que les investissements.

II

LA REDISTRIBUTION

Pour subsister, la société capitaliste a besoin de clients. Car vendre (et non produire) est sa raison d'être.

A l'époque où elle avait également besoin de travailleurs, c'était simple, car le salaire assurait la liaison en transformant les travailleurs en clients, le marché du travail se chargeant de la régulation. C'est ainsi qu'à la production de masse qu'a fournie la -société industrielle a correspondu la consommation de masse par une certaine augmentation du pouvoir d'achat des salariés. Et maintenant, la production capitaliste a besoin de la société de consommation qu'elle a lancée pour trouver "des débouchés", en mettant la publicité à son service. Elle en a même un besoin grandissant car le mot d'ordre d'une entreprise capitaliste, partout et toujours, est la croissance.

La redistribution, solution des conservateurs

Alors? Que faire quand, le nombre de salariés diminuant, le nombre de clients aussi?

Il faut donner de l'argent à ceux qui ne peuvent plus en gagner il faut fabriquer des clients!

Pour éviter l'élimination pure et simple de tous les sans-travail, une évolution s'est amorcée par le biais de la redistribution, c'est-à-dire qu'on a exploré tous les moyens qui permettent de transférer une partie des revenus du travail et du capital des uns vers ceux qui n'ont pas suffisamment de revenus. C'est l'intention qui est à l'origine de toutes les allocations, assurances sociales, indemnités diverses, de chômage, de formation, de congés, de maternité, etc... Mais ces redistributions, assurées par l'Etat, et qui atteignent déjà presque 50% du montant des salaires, ne sont en fait vraiment satisfaisantes pour personne. Ni pour ceux qui ont l'impression qu'on leur prend ce qu'ils ont bien gagné, ni pour ceux qui se sentent à la fois rejetés du monde des actifs et assistés, donc à la charge des autres. D'autre part, des études économiques prouvent que cette redistribution n'en réalise pas vraiment les transferts de revenus de ceux qui sont beaucoup vers ceux qui n'ont rien. En plus, elle crée une société manichéenne, société à deux classes entre lesquelles les rapports sont inhumains : l'élite qui travaille ou qui a la chance de posséder, et donc qui a la haute main sur tous les pouvoirs économiques, et la masse qui, étant entretenue pour survivre ... et fournir des clients, éprouve une profonde reconnaissance et une admiration servile à la "loi" du profil, censée stimuler les décideurs et récompenser les gagnants.

Revenu minimum garanti

Pourtant, cette solution bancaire est tellement nécessaire aux entreprises capitalistes, qu'il est question maintenant de la généraliser : de partout viennent des propositions pour assurer un revenu minimum à tous les foyers. Lorsqu'elle venait d'humanistes révoltés de voir que des êtres humains mourraient de misère à côté de montagnes d'invendus, une telle proposition ne recevait pas d'écho. Mais aujourd'hui, la publicité capitaliste a été tellement efficace, elle. A si bien convaincu que hors du capitalisme il ne pouvait y avoir que le goulag, qu'on en arrive à un consensus pour adopter ce moyen de sauver encore le système du marché. Tous les partis politiques, qu'ils soient de droite ou de gauche, syndicalistes compris vont tomber d'accord : les discussions s'ouvrent déjà sur le montant du minimum à garantir ; elles remplaceront bientôt les discussions paritaires sur les salaires

Société duale

Ainsi, pour qu'un petit nombre de gens puisse encore espérer faire des profits, développer des entreprises, au nom de leurs vertus de managers ou de meneurs d'hommes, et au détriment d'une société où la rentabilité restera la règle, même si elle mène à la guerre spatiale. et à la destruction de toute vie sur la planète, on continuera à condamner une majorité d'humains à rester à côté de toutes ces possibilités que les générations précédentes leur avaient préparées : étant entretenus pour être des consommateurs et non des hommes, il ne sera pas rentable de veiller à ce qu'ils aient une chance de s'épanouir ; ils n'auront du progrès que des miettes quand d'autres y verront un intérêt pour leurs affaires : ils seront à jamais au service du rendement des autres.

Cette redistribution, qu'il ne faut donc pas confondre avec l'amorce d'une économie distributive, dont elle est plutôt la caricature, n'est qu'un pis-aller provisoire qui ne pourra que colmater des fissures dans un système économique en train de> sombrer. Elle ne peut que servir à reculer le moment où la transformation radicale de nos relations économiques ne pourra plus être évitée.

Pis-aller provisoire

Car le germe qui mène le système du marché à sa fin historique est au cœur de ce qui apparait à certains comme son plus beau fruit : la compétitivité! Elle stimule tellement le monde des gagnants, elle les mène à de telles performances, que le prix des robots chute de façon spectaculaire. *Si bien qu'il est rare l'intérêt financier de toute entreprise de préférer payer l'achat d'un robot plutôt que verser des salaires aux ouvriers qu'il remplace!* On peut le constater tous les jours, que ce soit dans .une

usine automobile ou dans un bureau de banque (fig. 6 et 7). Ce processus a donc pour effet de diminuer le nombre ' des actifs, "payant" pour un nombre croissant de chômeurs.

Et les conséquences de cette magnifique stimulation des entreprises, les amenant à innover sans cesse et à accélérer le rythme des modernisations, ne sont pas réservées à la seule catégorie des "nantis" que sont les travailleurs. Les possesseurs du capital en découvrent aujourd'hui aussi les effets, par la rapidité avec laquelle leurs créations deviennent obsolètes. On le constate également tous les jours en entendant parler çà ou là d'une usine toute neuve, très moderne et qui se révèle cependant ... dépassée. Et c'est une entreprise de plus qui pourrait produire, mais qui ferme, tandis qu'augmente le nombre des chômeurs, qui aimeraient acheter sa production, mais n'en ont plus les moyens. Ainsi diminue aussi le nombre des "nantis" capitalistes, tandis que se développent les holdings multinationaux capables 'de compenser les pertes d'un côté par les fruits de quelque monopole de l'autre- Les monopoles s'exercent, dans une dilution des responsabilités, par-dessus les hommes, par-dessus les frontières, les Etats ne pouvant rien contre le pouvoir de multinationales dont les budgets dépassent le leur ... Et le fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres n'a pas non plus de frontière. C'est un problème mondial que ce déséquilibre entre, d'une part, un petit nombre (le gens qui freinent, consciemment ou pas, un certain type de développement, au nom de ce qu'ils ont appris à appeler la rentabilité et, d'autre part, plusieurs milliards d'hommes qui se trouvent ainsi empêchés d'exploiter un fantastique héritage.

Or ce déséquilibre ne peut croître indéfiniment sans mener à l'explosion. Car dans ce système resté capitaliste, les revenus redistribués ne proviennent toujours que des salaires des uns, dont le montant total ne peut que continuer à diminuer avec le développement des automates, et des profits des autres... qui dépendent évidemment de la solvabilité de leurs clients. Un cercle vicieux , on le voit, dans lequel il n'y a pas d'issue pour réinjecter de nouveaux revenus en proportion d'une production croissante.

On sait pourtant créer l'argent...

Il- y a pourtant dans le monde un secteur d'activité toujours florissant. C'est celui des armements, qui inclut maintenant celui de l'exploration de l'espace... avec toutes les menaces que cette liaison implique. Est-ce faute de pouvoir imaginer autre chose que la guerre pour rétablir l'équilibre par une extermination massive, toujours est-il que pour ce type de dépenses, les gouvernements savent où trouver l'argent nécessaire. C'est donc la preuve qu'il est possible d'en créer à volonté?

Eh bien oui, dans certains- cas, pour développer les industries de guerre par exemple, on sait comment injecter de nouveaux crédits dans le circuit monétaire. Nous donnons plus loin des chiffres éloquentes concernant les Etats-Unis, champions en la matière. Alors si c'est possible, pourquoi n'imaginer que la Redistribution

quand il s'agit des industries de paix? Pourquoi ne pas créer, pour distribuer la production que réalisent les machines, la monnaie nécessaire aux hommes pour la consommer en paix? Bien entendu, si cette monnaie restait ensuite en circuit, tandis qu'on en crée d'autre pour accompagner de nouvelles productions, l'inflation monétaire conduirait à un système inextricable. Il faut inventer une nouvelle sorte de monnaie : une monnaie non circulante, qui soit gagée sur la production et qui s'annule quand elle a permis à celle-ci d'arriver à son consommateur.

Un équilibre devenu impossible

On s'obstine toujours, dans le système capitaliste à vouloir équilibrer deux grandeurs qui varient en sens inverses : la production, qui augmente grâce aux robots, et le pouvoir d'achat qui ne peut que diminuer s'il reste proportionnel aux heures de travail.

Au lieu de chercher un équilibre devenu impossible, adaptons nous à notre époque en rendant le pouvoir d'achat

Proportionnel à la production et non plus aux heures de travail.

C'est cette adaptation qu'a proposée Jacques Duboin, sous le nom d'économie distributive, quand il tira la leçon de la grande crise des années 30. Le développement, déjà prodigieux, de l'industrie avait alors créé une surproduction de biens, dont tous les industriels se plaignaient, parce qu'ils ne trouvaient plus d'acheteurs pour les écouler. J. Duboin prit alors conscience que le problème ne venait plus de ce qu'on ne savait pas produire, mais de ce qu'on était incapable de distribuer ce qui avait été produit. Et il prévint que si on ne cherchait pas autre chose que les salaires et les profits pour distribuer le pouvoir d'achat, on courrait à une catastrophe seconde guerre mondiale qui saurait radicalement supprimer les chômeurs... et créer assez de travail de reconstruction pour retarder de quelques années la manifestation de la crise.

Hélas, il avait raison et la seconde guerre mondiale a eu lieu. Elle a effectivement masqué la 'crise pendant les "trente glorieuses". Mais nous y voilà, maintenant qu'on a reconstruit ce qui avait été détruit. On en a même profité pour moderniser encore plus vite. Et on sait encore mieux produire qu'avant-guerre. Mais il reste qu'on ne sait toujours pas fabriquer des clients pour les merveilles qu'on sait faire, et que le Tiers-Monde là-bas, et le Quart-Monde ici, représentent une partie de plus en plus importante de la population de la planète qui meurt de faim, tandis que l'autre partie ne sait pas à qui vendre sa production, au point qu'elle se contraint à la freiner...

Alors, pour éviter qu'une troisième guerre mondiale, qui serait encore bien plus terrible que la seconde, ne vienne à nouveau retarder pour quelque temps les effets de la "crise", n'est-il pas temps de reprendre le projet d'économie distributive?

N'est-il pas urgent de renoncer à nos vieilles habitudes? Ces habitudes qui datent du temps où le travail de tous était nécessaire à la production, et où le profit était le moyen d'accélérer le progrès en stimulant l'activité, et de sortir du capitalisme sans entrer dans le goulag, puisque les moyens existent enfin de donner à tous sans prendre aux uns?

III

DEMYSTIFIONS L'ARGENT

Mais, vous dira-t-on, rendre le pouvoir d'achat proportionnel à la production et non plus aux heures de travail, c'est changer la monnaie! C'est vrai! Mais la monnaie actuelle n'est pas proportionnelle à la production : il suffit de voir les stocks d'inventus, les entreprises qui ferment faute de clients, etc.

Ce sont bien les mécanismes de la création monétaire qui se révèlent dépassés par les événements, donc eux qu'il faut changer. Mais, curieusement, quand on considère l'évolution technologique, on comprend en général que la crise est insoluble en économie de marché, parce qu'il n'y a plus assez de salaires distribués pour écouler la production, vrais on n'ose pas aller jusqu'à imaginer qu'on puisse changer les mécanismes monétaires. Que tout le monde soit cohéritier des progrès, on l'admettrait. Que l'irruption des robots soit une occasion à saisir pour que l'homme soit soulagé de sa peine, qu'il ait accès à des activités plus intéressantes, plus libres, qu'il s'épanouisse à l'abri du besoin, grâce à eux... cela paraît souhaitable. Mais on se heurte à une barrière : "c'est un rêve, ce serait trop beau". Pourtant ces machines fantastiques ne sont-elles pas tin rêve réalisé? N'a-t-on pas vraiment marché sur la Lune? Notre époque n'est-elle pas celle de toutes les possibilités, donc celle du choix d'une nouvelle ère? Et pourtant nous nous retrouvons aussi désespérés qu'un primate qui on offrirait un four à micro-ondes

D'où vient cette barrière, ce tabou face au changement nécessaire de nos habitudes économiques?

Le mythe

D'une croyance. D'un mythe. On s'imagine, en général, que la création monétaire résulte d'une loi .de la nature, ou d'une' loi divine, en tout cas d'une loi immuable sur laquelle la volonté de l'homme n'a aucune prise. Une loi imposée d'en haut, depuis l'origine des temps, et qui oblige l'économie humaine à fonctionner de façon à ce que tout passe par l'intermédiaire de capitaux, de valeurs, d'intérêts. Ou bien que pour en sortir il faut une révolution sanglante, menant au capitalisme d'État à la soviétique et arc goulag. Quelle inertie à côté de temps d'ingéniosité de la part des chercheurs qui nous ont apporté tant de moyens nouveaux '

Car une telle loi n'existe pas. Détruisons ces croyances paralysantes qui ne sont fondées sur rien, en parcourant l'histoire de la monnaie nous allons découvrir que les signes monétaires, les modes de création monétaires ont énormément changé. Ils n'ont cessé de s'adapter à leur époque, même si ces adaptations étaient lentes-... les progrès techniques l'étant aussi: à l'ère agricole correspondait la monnaie-marchandise; à l'ère industrielle, basée sur la croissance, s'adapta la

monnaie capitaliste; à l'ère des loisirs post-industrielle, où la vie matérielle de tous peut être assurée automatiquement, ou presque, nais une monnaie informatisée, prête à devenir une monnaie de simple gestion : celle que nous appelons la monnaie distributive.

Il ne nous est pas possible ici d'entrer dans les détails de l'histoire de la monnaie, que le lecteur peut suivre très simplement dans "Les Yeux ouverts" (-). Nous nous contenterons de tirer, en quelque sorte, la philosophie de cette histoire.

La monnaie-marchandise, monnaie originelle

Dans une 'tribu de la société primitive, vivant exclusivement de chasse et de culture, on conçoit que la monnaie ne soit guère nécessaire. Certaines communautés écologiques rêvent aujourd'hui de retrouver cette ambiance sans calculs, mais celle-ci implique une autarcie complète, donc elle exclut les échanges et les voyages, ce qui n'est plus possible à notre époque.

Tant que l'homme a vécu dans une pénurie presque complète, il ne possédait que des biens de première nécessité et n'acceptait donc de s'en dessaisir qu'en échange d'un autre bien ayant même valeur à ses yeux. Cet échange primitif est le troc simple : un bien contre un autre. Il est difficile : il implique que l'objet convoité soit en possession de quelqu'un qui, au même moment, a besoin d'un objet qu'on possède soi-même.

Il est probable qu'un petit malin réussit un jour à faire accepter par le propriétaire de l'objet de son rêve un gage, qui fut utilisé à son tour, dans les mêmes conditions. Et le gage circula de main en main : la monnaie était née, naturellement, parce qu'elle répondait au besoin de différer la remise d'un des deux éléments du troc. Mais cette première forme de monnaie diffère considérablement de la nôtre en ce sens qu'il s'agissait alors d'une monnaie-marchandise, ayant une valeur égale à chacun des deux ternies de l'échange. Aucune convention n'est nécessaire pour définir une telle monnaie ; toute marchandise peut servir, des coquillages aux défenses d'éléphants, encore utilisées aujourd'hui... au pétrole et aux usines clés en main

Parmi toutes les marchandises, les métaux précieux, or, argent et le bronze, se révélèrent à l'époque beaucoup plus commodes que les autres : ils présentaient une grande valeur d'usage sous un petit volume, ils étaient d'un transport facile et s'altéraient peu avec le temps- Ces qualités firent que ce type de monnaie-marchandise détrôna toutes les autres, dans les pays occidentaux, aux environs de l'an 800 avant notre ère, la monnaie devint encore plus précieuse quand l'or l'emporta sur les autres métaux et alliages.

Mais il restait qu'on devait faire fondre et peser le métal à chaque fois qu'on s'en servait. Jusqu'au jour où un inconnu eut l'idée de confectionner _de petits lingots uniformes : la pièce de monnaie était née. Il ne restait plus qu'à trouver un

moyen pour se garantir contre les lame-monnayeurs sans avoir à peser les pièces à chaque usage : ce fut l'origine du droit régalien, celui de battre monnaie et de certifier, par des empreintes recouvrant sa surface, le titre et le poids de la pièce. Il revint au souverain, comme le droit de déclarer la guerre ou signer la paix.

Des seigneurs féodaux s'étant emparés de ce droit au moment du démembrement de l'empire de Charlemagne, il fallut attendre la Révolution pour que s'établisse en France l'unité des monnaies, avec: celle des poids et autres mesures : la pièce d'un franc-or était devenue l'unité légale de toutes les valeurs marchandes.

Notons ici que toute cette évolution ne pouvait cependant faire de l'unité monétaire un véritable étalon, au même titre que l'étalon de longueur par exemple, car il lui manque une qualité essentielle : la stabilité absolue de sa valeur. Celle-ci est impossible, d'abord parce qu'elle dépend de la quantité d'or extraite des mines.

D'autre part, pour remplir la fonction pour laquelle la monnaie-or a été créée, celle-ci doit exister en quantité suffisante pour servir à tous les échanges. Or, avec le développement économique, avec le volume de la production, croit automatiquement le nombre des échanges, donc la quantité de monnaie nécessaire. Mais comment réaliser cet équilibre? Nous allons voir qu'avec l'ère industrielle sont apparus de nouveaux moyens de paiement, mieux adaptés parce que leur volume en circulation augmente plus vite que le nombre des pièces d'or, clos moyens également plus souples et plus malléables encore que l'or, mais qui pourtant posent toujours le problème de l'ajustement de leur volume aux besoins de l'économie.

La monnaie capitaliste pour l'ère industrielle

Le premier de ces moyens de paiement modernes est le billet de banque. Son inventeur n'est pas plus connu que celui de la pièce de monnaie. On pense cependant que le billet de banque a pour origine les reçus (Goldsmith notes) que délivraient, au XVIIe siècle, les orfèvres de la Cité de Londres aux voyageurs qui, soucieux de ne pas se faire voler sur les routes peu sûres de l'époque, leur confiaient la garde de leurs pièces d'or, contre quelque intérêt.

Puis on s'aperçut qu'il était plus commode d'échanger ces reçus que des pièces, dès lors que les reçus étaient garantis par les orfèvres et payables "au porteur".

L'usage étant ainsi établi, l'étape suivante fut franchie par un orfèvre intelligent, sinon honnête. IE avait remarqué que tous ses clients ne venaient pas reprendre leur or tous ensemble. Il fabriqua donc des reçus fictifs et s'en servit : il les prêta à intérêt, au même titre que les vrais, sans courir le risque d'être accusé de malfaçon, car il s'assura d'avoir toujours assez d'or en dépôt pour pouvoir répondre, au jour le jour, aux demandes de remboursement.

Son exemple fut vite suivi par d'autres orfèvres, puis par des banquiers qui, de la Hollande à l'Italie, délivraient aussi des billets de dépôt quand on leur confiait des espèces. L'intérêt de l'opération est évidemment énorme pour celui qui crée le reçu fictif "au porteur" car il s'échange au même titre qu'un vrai et donne le même pouvoir d'achat sur des marchandises bien réelles. Le billet de banque constitua ainsi le nouveau moyen de paiement dont l'économie éprouvait le besoin : **ce fut la première rallonge de la monnaie-marchandise.**

Mais le procédé, sans contrôle, était dangereux. Le premier krach eut lieu quand on rapporta plus de reçus qu'il n'avait été déposé d'or. Alors on s'organisa. Quelques banquiers proposèrent au roi d'Angleterre, toujours à court d'argent, la combinaison suivante : ils créeraient une banque au capital de 1.200.000 £ d'or, qu'ils prêteraient au roi à 8% d'intérêt. En contrepartie le roi assurerait à la banque, devenant la Banque d'Angleterre, le privilège de pouvoir seule émettre des billets de banque, donc de fabriquer de la monnaie légale, pour une somme équivalente, qu'elle utiliserait pour son propre compte.

Elle émit, par la suite beaucoup d'autres billets, elle avait l'excuse que le roi ne lui avait jamais remboursé le capital, et qu'elle avait consenti d'autres grosses avances à la Couronne. Cependant, les clients perdaient confiance dans les "bank-note" qu'émettaient encore quelque 279 banques locales. Ce n'est qu'en 1844 que la Banque d'Angleterre vit son monopole se transformer en un droit par le Parlement ; elle ne fut nationalisée qu'un siècle plus tard.

...Passons sur l'histoire de la Banque de France, qui fut analogue. Venons-en à un événement capital de l'histoire de notre monnaie.

Il eut lieu le lendemain de la déclaration de guerre, le 5 août 1914. C'est ce jour-là que la monnaie légale cessa complètement d'être une monnaie: marchandise. L'Etat ayant alors d'énormes besoins d'urgent pour la guerre, décréta le moratoire : les billets de banque cessèrent d'être remboursables en espèces. **Depuis cette date, notre monnaie légale n'est plus qu'un simple titre 'de créance, il n'a de valeur que celle qu'on veut bien lui accorder.** Cette monnaie "fiduciaire", dit le dictionnaire, a une valeur fictive fondée sur la confiance envers celui qui l'émet".

Ainsi, simple reçu d'un lingot d'or confié, notre billet était, à l'origine, comparable à la photo du lingot dont le porteur du billet était propriétaire. Depuis, on a tellement multiplié les épreuves de la photo, en moins de trois siècles, que les porteurs n'avaient finalement plus droit qu'à une poussière si infime du lingot, qu'on a décidé de n'en plus parler...

Toutes les nations tint, clics-aussi, tôt ou tard, abrogé l'obligation de rembourser aux particuliers leurs billets de banque en or. Si bien qu'aujourd'hui, **les monnaies ne sont plus gagées** sur quoi que ce soit. La monnaie n'est plus rien d'autre qu'un _ symbole_ C'est une convention. Et les faux-monnayeurs savent bien que, s'ils sont bien imités, leurs faux billets ont le même pouvoir d'achat que les vrais.

La monnaie bancaire : seconde rallonge

Nous l'avons rappelé dans la première partie : tout, dans l'économie mondiale, s'est subitement accéléré au XXe siècle. Dans notre image ramenant l'histoire à l'échelle d'One année, le 31 décembre au matin le volume des échanges a subitement augmenté, d'où la nécessité d'augmenter parallèlement le volume de la monnaie. Alors les billets de banque n'ont pas suffi. Il fallut une seconde rallonge. Nous allons voir, cette fois encore, que la création de cette nouvelle monnaie, qui ne tardera pas à supplanter la précédente, ne pourra pas non plus réaliser l'équilibre sans cesse recherché, entre le volume de la masse monétaire et celui des transactions.

Ce furent les banques de dépôt qui se chargèrent, dès la fin du XIXe siècle, d'inventer la seconde rallonge, sous une forme qui passa longtemps inaperçue par le grand public. Il est vrai qu'elles émettent cette monnaie sans avoir ni à la peser ni à la frapper, ni même à l'imprimer, ni à vérifier qu'elle reste en bon état. Car cette monnaie ne passe pas de main en main, ce qui n'empêche pas les banques de la prêter à intérêt. Cette monnaie est un simple jeu d'écritures dans le livre de la banque : c'est la monnaie bancaire.

Beaucoup de gens s'imaginent encore -que les banques ne peuvent prêter d'un côté que l'argent qui leur a été déposé de l'autre. C'est faux. Lorsqu'un commerçant, par exemple, dépose sa recette à sa banque, celle-ci lui signe un reçu : ainsi le commerçant devient son créancier. Comme il a confiance, il considère la promesse de payer que lui a faite la banque comme de l'argent, et il la transfère, au besoin, sous forme de chèques. Ce n'est donc plus de l'argent qui circule, mais une promesse de payer- Tandis que les billets ou espèces déposés à la banque sont devenus **propriété de la banque** : ils figurent à son actif.

Mais la banque fait beaucoup plus que prêter à intérêt S 'l'argent qui lui a été confié sans intérêt, ou presque. Comme l'orfèvre futé qui créa les premiers billets de banque, elle s'est aperçue qu'elle pouvait signer beaucoup plus de promesses de payer qu'elle ne possède d'espèces en dépôt, car tous ses clients ne viennent pas en même temps lui réclamer- leur dû. Et c'est ainsi que les banques ouvrent des crédits pour des sommes plusieurs fois supérieures à celles qu'elles ont en dépôt (le rapport étant leur coefficient de liquidité) : les banques fabriquent de la monnaie, par un simple jeu d'écritures, et pour la prêter à intérêts. Rien entendu elles conservent ces intérêts lorsque, par un autre jeu d'écritures, elles annulent les crédits qui leur sont remboursés. Mais la monnaie bancaire représente aujourd'hui l'essentiel, et de loin, de la 'masse monétaire.

Tirons de ces faits quelques conclusions.

Et tout d'abord qu'une monnaie "distributive", qui serait créée sous forme de crédits ouverts régulièrement à tous et annulés au moment de l'achat, ne serait pas différente dans sa forme, de la monnaie bancaire actuelle

Le montant de cette dernière a évidemment un rôle déterminant sur l'économie, il peut être moteur ou frein des investissements. Alors que le volume de la monnaie marchandise pouvait être mesuré, que la quantité de billets émis par la Banque de France est connue, comment estimer les crédits, sans cesse en évolution, ouverts par tant de banques diverses? Comment, si dispersés, non planifiés, pourraient-ils équilibrer, s'ajuster avec ce volume des transactions? Certes, le volume de la monnaie bancaire est contrôlé, ou plutôt maintenu entre des limites, par la Banque de France. Mais il s'agit d'un contrôle indirect, par deux moyens : le taux d'escompte et le mécanisme connu sous le nom "d'open market". Mais ceci ne concerne que la monnaie créée en France. Or la complexité des échanges internationaux rend ce contrôle illusoire, surtout quand on sait que les firmes multinationales, dont certaines ont des budgets qui dépassent ceux des États-nations, peuvent transférer, sans contrôle, en toute légalité apparente, les crédits qu'elles veulent. Ainsi la masse monétaire échappe à tout contrôle économique : les crédits sont créés par les banques sur des critères purement financiers, c'est-à-dire avec pour seul objectif celui de s'assurer des intérêts, générateurs d'inflation, et sans aucune considération quant à l'utilité des investissements qu'elles favorisent, vis à vis des besoins : **le souci de rentabilité financière supplante celui d'utilité économique.**

Comme nous allons le voir la monnaie distributive corrige ces défauts.

La monnaie informatique : nouveaux moyens

Mais auparavant notons encore une nouvelle évolution dans l'histoire de la monnaie. Récemment, une forme encore plus moderne que les jeux d'écriture a vu le jour et se développe à toute allure : la carte de crédit. Mieux encore, la carte à mémoire est en train de lui être substituée ; elle permet de faire instantanément toutes les opérations de virement ou de retrait sur un compte : c'est ce que l'on appelle désormais "la monétique", qui constitue une étape décisive vers la monnaie distributive.

En bref, nous venons de voir que le premier pas vers cette monnaie de compte avait été franchi quand, avec la création de la monnaie bancaire, la monnaie s'était dématérialisée. Maintenant avec la généralisation des comptes en banque, le développement des cartes de crédit, et toute l'informatique de gestion, tout est prêt pour remplacer la finance par une simple gestion objective de l'économie, pour enfin permettre à l'homme de mettre l'économie à son service, au lieu d'être lui-même asservi par l'argent.

La monnaie distributive

Pour réaliser cette économie des besoins, il faut mettre effectivement en place une **monnaie distributive**, que nous définirons par trois caractéristiques essentielles:

1. Elle est gagée sur la production. La monnaie est émise proportionnellement à la production totale disponible, compte tenu, pur préalable, de l'investissement nécessaire à la production future. Ainsi, plus on produit, fut-ce par des robots, plus augmente le revenu social de chacun, sans que cela soit synonyme d'inflation, puisque, par définition, la ruasse monétaire équilibre la production à consommer.

2. La monnaie distributive n'est pas thésaurisable. Ainsi, pour fonder une entreprise l'investissement nécessaire est fourni non pas par une banque n'ayant d'autre objectif que d'en tirer un intérêt financier, mais par l'ensemble de la société, qui fournit les moyens matériels en ne prenant en considération que les besoins que la production projetée pourra satisfaire.

3. La monnaie distributive est une monnaie de consommation. C'est, en fait, une simple unité de compte destinée à organiser le mieux possible le passage de la production à son consommateur. Il s'agit d'assurer une gestion saine de l'économie : la monnaie distributive permet un calcul exact des prix de revient et elle est le bulletin de vote du consommateur pour désigner l'orientation qu'il souhaite voir donner à la production future : pour choisir les investissements.

IV

L'ECONOMIE DES BESOINS

Le but de l'économie ne devrait-il pas être d'abord de fournir à tous les hommes ce dont ils ont besoin pour survivre, pour la simple raison que le premier droit de l'homme est le droit à la vie? Puis, -quand ce premier but est atteint, et nous en avons maintenant les moyens, n'est-ce-pas de fournir à tous les hommes les meilleurs moyens de s'épanouir, de développer leurs talents, leur connaissance, leur esprit de découverte, leur imagination?

Tel n'est pas l'objectif de l'économie capitaliste puisqu'elle est d'abord la rentabilité des entreprises, même si celle-ci passe par l'asservissement des hommes à un certain type de société, entièrement organisée pour fournir aux entreprises les clients dont elles ont besoin. Et c'est ainsi que la nécessité de se procurer de l'argent devient un objectif qui fait oublier tous les autres : seuls les besoins de ceux qui ont les moyens de payer sont pris en compte par les agents économiques ; des entreprises utiles mais non rentables doivent fermer... et les pays sous-développés sont exploités au profit des autres...

C'est au contraire pour pouvoir s'organiser directement en fonction des besoins des hommes que l'économie distributive s'affranchit de l'obstacle que constitue la monnaie capitaliste. Il n'y a plus d'argent, dans son sens actuel, mais des moyens comptables, des moyens de tenir la comptabilité de ce qu'on produit et d'organiser la future production en fonction des souhaits que les consommateurs expriment en choisissant ce qu'ils achètent.

Si l'on admet que tout être humain est cohéritier de l'immense patrimoine qu'il découvre aujourd'hui en naissant, fruit d'une œuvre collective poursuivie au cours des siècles, ne faut-il pas admettre que la monnaie distributive doit être répartie équitablement entre tous les hommes? Il suffit pour cela, en utilisant les immenses moyens que nous offre aujourd'hui l'informatique, de créditer régulièrement les comptes ouverts au nom de chaque individu, de sa naissance à sa mort.

Bien entendu, tout travail humain n'a pas disparu, et il est des tâches qui ne seront jamais faites par des robots.

Le partage du travail qui reste à faire est un devoir dont tout membre de la société doit s'acquitter, en fonction de ses moyens et en fonction des besoins. L'économie distributive implique donc un nouveau contrat social : chacun est régulièrement crédité de sa part des revenus, son "revenu social", mais chacun s'engage réciproquement envers la société, à accomplir au cours de sa vie, sa part de travail, son "service social".

Ainsi l'économie distributive prend directement en compte les besoins de tous les hommes. Pour cela elle substitue à l'économie du marché, c'est-à-dire à

l'économie de l'échange, du "donnant-donnant" qui polir la plupart se traduit par "muon travail contre un pouvoir d'accès à la production", une économie dans laquelle sont résolues séparément la- répartition du travail, d'une part, et la distribution des moyens d'accès à la production d'autre part. En abolissant la notion de salaire, totalement dépassée par les progrès techniques, et celle de profit, totalement dévoyée, l'humanité se donne ainsi la possibilité de réorienter son économie vers deux Objectifs essentiels : la satisfaction d'un maximum de besoins des êtres vivants et la sauvegarde de leur planète pour leurs descendants.

Cc bouleversement de nos habitudes est évidemment aussi profond que les changements techniques auxquels notre époque doit s'adapter. Mais si ses conséquences sont immenses sur le plan humain, il est cependant très simple clans ses mécanismes.

Les mécanismes

1. Les revenus : l'usufruit d'un héritage -

A l'heure où nous possédons les savoir-faire, les ressources et les instruments qui permettent matériellement d'assurer la survie de tous les êtres humains, cette survie doit être l'objectif prioritaire de l'économie. Le premier des droits de l'homme, le droit à la vie, doit donc se matérialiser par un pouvoir d'achat suffisant assuré à tous, de la naissance à la mort.

Il n'est pas question de distribuer la production en remettant à chacun des tickets de pain ou des bons de chaussures. Il est encore moins imaginable de concevoir l'économie distributive avec une monnaie capitalisable. La monnaie distributive étant **gagée sur la production**, plus on crée de biens, plus on crée, parallèlement, proportionnellement, de crédits. Ce sont ces crédits qui sont distribués entre tous. El ils sont annulés au moment où la production' est parvenue au consommateur. Périodiquement, tous les mois par: exemple, on fait une estimation de la production disponible, après déduction de tout l'investissement qui est nécessaire aux entreprises pour renouveler ou éventuellement augmenter celte production. Les techniques d'estimation et de prévision, les méthodes statistiques existent pour cela, et .les moyens informatiques les améliorent chaque jour. On peut d'ailleurs faire lus ajustements nécessaires chaque mois. Le revenir total disponible peut ainsi être évalué régulièrement et la part qui revient à chacun constitue **son revenu social** mensuel. Il est évidemment net d'impôt puisque les besoins d'intérêt public: sont estimés et financés avant calcul des revenus individuels.

Ainsi donc, les revenus de tous croissent avec la production. Mais quelle production faut-il choisir de faire? N'allons-nous pas perdre, en économie distributive, l'avantage que présente le -marché, pour orienter l'activité? Bien au contraire. Cc rôle pilote du marché est conservé, puisque ce sont toujours les consommateurs qui orientent la production par le choix qu'ils font en achetant. Les

revenus clos consommateurs restent un véritable bulletin de vote sur la production et on continuera à savoir qu'il faut poursuivre la fabrication de ce qui se vend le mieux, et réformer ce qui ne trouve pas d'acheteur. Mais en distribuant à tous des revenus, on élimine le rôle pervers du marché capitaliste qui fait qu'aujourd'hui il est rentable de fabriquer des gadgets, voire des objets nuisibles, qui sont achetés par un petit nombre, tandis que les besoins de tous les insolubles sont totalement éliminés des préoccupations de nos entreprises, comme si un être humain sans revenus n'avait pas de besoin.

C'est donc bien une dynamique qu'engendre l'économie distributive : le droit de vote économique reste le pouvoir d'achat. Mais dès lors que les revenus, recréés en permanence avec la production, sont distribués entre tous, il est possible de tenir compte d'abord des besoins vitaux de première urgence, puis, suivant la volonté des consommateurs, d'orienter la production au-delà.

Des moyens prodigieux, ne doit pas dépasser : c'est celle qu'impose la sauvegarde de la planète. Là encore, on peut attendre beaucoup plus de sagesse de la société distributive que de la société échangiste. En effet, à l'heure actuelle, toutes les entreprises ont d'abord pour objectif la rentabilité, et souvent même la rentabilité immédiate, quel qu'en soit le prix pour l'avenir. On commet des énormités au nom de cette rentabilité, on méprise, on massacre l'environnement dès lors qu'une entreprise s'annonce génératrice de gros profits ou qu'il s'agit de créer des emplois (l'installation d'une usine de pesticides en Inde, quelle manne pour le village ; l'Amoco Cadiz, quelle belle source de gros profits ; la commande d'une série de gros bombardiers, quelles aubaines pour l'emploi!). On en est arrivé à ce point qu'en France, comme en bien d'autres pays d'ailleurs, les agriculteurs ont intérêt à vendre leurs terres, qui seront transformées en résidences de béton, utilisées un mois par an, plutôt que de les cultiver car un agriculteur ne sème pas du blé pour en tirer de la farine et qu'un boulanger ensuite en fasse du pain. L'agriculteur ne sème du blé que pour en tirer de l'argent et si celui qui a faim de pain n'a pas d'argent, ni lui, ni l'agriculteur, ni le boulanger ne peuvent vivre, aussi fertile que soit le champ!

2. L'entreprise : tous actionnaires

L'entreprise en économie distributive, contrairement à l'entreprise actuelle n'a pas pour but essentiel de faire des profits pour augmenter les revenus de ses actionnaires, fut-ce au détriment des conditions de travail, fut-ce pour fabriquer n'importe quoi, y compris des objets de mauvaise qualité conçus pour que le client soit amené à renouveler plus souvent ses achats.

Lorsqu'un entrepreneur, ou un groupe d'entrepreneurs associés, envisagent de fonder une nouvelle entreprise en économie des besoins, leur première démarche, pour obtenir l'investissement et les moyens nécessaires, n'est plus de prouver à une banque qu'ils ont "du répondant" c'est-à-dire qu'ils possèdent déjà quelque chose que la banque pourra leur prendre pour se rembourser ou percevoir

les intérêts des crédits qu'elle investira dans l'entreprise. La première démarche doit être de prouver qu'on sait ce qu'on veut faire, que ceci répond à un besoin, et qu'on saura s'y prendre. Ainsi défini, le projet accepté sera "financé" par la société toute entière puisque les investissements et les approvisionnements seront pris en compte dans la production, leur montant étant déduit du calcul des revenus disponibles à distribuer aux particuliers. C'est en ce sens qu'on peut dire qu'en économie distributive, tout le monde est actionnaire.

Si l'entreprise ne court plus de risques financiers, pensera-t-on, elle se laissera aller à un laxisme déplorable. C'est imaginer qu'elle n'aura pas à rendre de comptes. Ce n'est pas parce qu'elle n'aura plus d'impôts, de taxes, de charges, d'assurances, d'intérêts et de salaires, à payer qu'elle ne sera astreinte à aucune comptabilité. Elle devra au contraire en tenir une, très sérieusement rendre compte des biens qu'elle reçoit, qu'elle transforme et qu'elle fournit et s'il est prouvé qu'elle ne remplit pas la tâche qu'elle s'est assignée, elle pourra fort bien être dissoute, ou reprise par une autre équipe, mais cette faillite - morale - de l'entrepreneur ne sera pas la ruine financière pour lui et sa famille.

Ainsi pourront se développer les petites entreprises dynamiques utilisant, sans crainte de créer du chômage, les techniques les plus modernes' et qui seront la caractéristique de l'ère postindustrielle. On peut dans ce cadre imaginer le travail à la carte, le travail chez soi, la fourniture d'objets fabriqués quasi sur mesure, à l'aide de quelques robots bien conçus.

3. Le travail, service social

La révolution que nous sommes en train de vivre se manifeste particulièrement à propos du travail. Le travail de production des biens de consommation, le travail "à la sueur de son front" est en train de fondre comme neige au soleil. Par contre, l'activité créatrice qui est le propre de l'être humain s'ouvre à d'immenses possibilités d'un tout autre ordre. Et cette activité-là, ne peut pas se mesurer en heures de présence, elle est accomplissement d'une fonction plurielle que tâche à remplir selon des normes du *Code du Travail*.

La société de demain doit tenir compte de cette différence fondamentale.

La quantité de travail type "classique", le travail "boulot" qui assure la réalisation des biens de consommation, reste mesurable : elle est déterminée par la demande en biens de consommation. Il est donc normal que tout membre de la société qui par son revenu social a accès à ces biens et en oriente les choix, participe au travail encore nécessaire à leur réalisation. Cette part du travail de production constitue son service social. Il n'y a plus proportionnalité, sous forme de salaire, entre temps de travail et revenus. Il y a devoir d'assurer sa part dans ce travail et droit de recevoir à vie sa part de pouvoir d'achat. Le service social peut se définir en nombre d'années à temps plein, il peut dépendre du métier exercé, il peut se moduler au cours d'une vie. Mais il est assuré de baisser au fur et à mesure du

développement de nouvelles techniques de production. Ainsi l'investissement d'automatismes dans la société distributive n'est plus synonyme de chômage, il est augmentation du temps libre. Et comme il se traduit par augmentation du revenu social, il est aussi moyens de profiter de ce temps libéré.

4. et l'activité créatrice : la libération

L'autre type de travail, le travail créatif, devient activité, il devient expression, réalisation de l'individu. Il est une fonction dans laquelle l'homme s'épanouit, et une fonction amenée à évoluer considérablement au cours d'une vie. Cette activité ne saurait être imposée, contrôlée, mesurée, donc payée. Si tel s'épanouit en composant des chansons, tel autre en faisant gagner son équipe de football ou en faisant de menus travaux pour son voisin infirme, telle autre en développant des logiciels ou en collaborant au lancement d'un satellite d'exploration de l'univers, tous et toutes pourront s'épanouir en participant à l'évolution de la société, en commençant par prendre en main la gestion de leur environnement.

L'économie distributive est donc le moyen pour que l'homme s'épanouisse en une société conviviale et non pas régie, comme aujourd'hui, par la loi de la jungle, où la compétitivité à tout prix fait de l'homme un loup pour l'homme. La société ainsi libérée verra se développer une véritable démocratie, dès lors qu'elle rendra impossibles toutes les pressions qui peuvent s'exercer sur un être qui a faim ou qui est ignorant.

5. La formation : l'essentiel

Certes, l'homme actuel, conditionné par la nécessité de se battre contre les autres pour "gagner sa vie", n'est évidemment pas préparé à s'épanouir avec les autres. Mais en dégagant pour tous un maximum de temps libre, l'économie distributive crée une dynamique : elle donne à la société les moyens de

Insérer tableau de la page 45 de l'original

faire de la formation son objectif prioritaire afin que demain soit, pour l'homme, meilleur qu'aujourd'hui. On pourra enfin apprendre aux enfants que l'essentiel dans la vie n'est pas de se battre pour passer le premier mais de se sentir responsable et, puisque leur "avoir" sera assuré, leur apprendre à "être".

6. La libération de la femme : enfin majeure '

L'économie distributive reconnaît à tout être humain son droit à la vie en lui versant, régulièrement, les revenus qui représentent sa part de la production générale. Elle assure ainsi à tous, hommes, femmes, enfants, une véritable libération, celle du souci "de la matérielle".

Aux nombreuses femmes qui sont aujourd'hui encore considérées comme mineures, obligées de dépendre, dans leurs ressources, d'un mari ... ou d'un souteneur, cette libération sera particulièrement sensible : elle signifiera singulièrement que la vie ne sera plus pour elles là nécessité "de subir pour avoir" mais sera devenue la possibilité "d'agir pour être". Et je n'en connais pas beaucoup qui refuseraient cette reconnaissance de leur maturité économique pour se dérober au devoir d'accomplir un service social, au même titre que les hommes.

On pourrait, pendant des heures et des heures, passer en revue les immenses perspectives qu'ouvre l'économie des besoins, depuis ce que peut devenir la Médecine quand les revenus des pharmaciens ne sont plus fonction du nombre de spécialités qu'ils réussissent à vendre, jusqu'à ce que peut devenir l'agriculture, si elle retrouve sa vocation de nourrir les -hommes. C'est dans ce but qu'a été écrit le roman "Les affranchis de l'an 2000". Mais il ne fait qu'imaginer un exemple, pour rentrer dans les détails et montrer qu'une société distributive est d'abord humaine, vivante et conviviale. On peut imaginer d'autres modalités. L'important est de comprendre que l'économie distributive est une ouverture, le moyen de libérer la société qui est bloquée aujourd'hui par les contraintes qu'impose le système des capitaux, des salaires, des profits, et de la spéculation monétaire.

Or les mécanismes qui entraînent ces blocages sont trop souvent ignorés. Tout ce qui concerne la création monétaire, les ouvertures de crédit, les transactions, la spéculation sur le marché monétaire, en constitue un ensemble abominablement compliqué. Exactement comme si cette complication était voulue afin que ces questions restent le monopole de ceux qui en tirent profit...

Il faut faire comprendre que les rouages de notre économie nous sont imposés .de façon arbitraire et ne survivent que parce que nous leur maintenons, tacitement, notre confiance...

Insérer tableau de la page 47 de l'original

V

DE LA SPECULATION A LA COOPERATION

L'économie distributive, parce qu'elle reconnaît à tout être humain le droit de s'épanouir et de remplir son rôle dans la société, - constitue l'alternative à la société duale où nous nous enfonçons, qui ne reconnaît qu'aux plus "compétitifs" le droit de se sentir un homme libre, et aux autres, au mieux, le droit de survivre ou d'être au service et à la merci des premiers.

L'organisation qui en découle se conçoit bien à l'échelle humaine, c'est-à-dire à celle d'une région. Mais à l'époque où nous vivons, toutes les nations, quelles qu'elles soient, ont besoin les unes des autres, et la question se pose de savoir si un Etat, comme la France, est en mesure de décider de son propre système économique. L'exemple du Chili et celui du Nicaragua tendraient à prouver que non. Il faut pourtant souligner que ces exemples ne sont pas vraiment probants. D'une part parce qu'il s'agit de pays industriellement peu développés, donc faciles à "étouffer" économiquement. Ensuite, et surtout, parce que leur transformation économique s'est appuyée sur le modèle soviétique qui fait peur au monde occidental. Par contre, on peut espérer que ce même monde, face à des transformations qui suivent un modèle original et adapté à un pays industrialisé, comprendra qu'elles lui offrent une alternative à la guerre totale pour sortir de la crise où il se débat ... avec le succès que l'on sait.

En toute logique, on devrait penser que le pays du monde le plus industrialisé devrait être le premier à adapter son économie au développement technique, en instaurant l'économie distributive. C'est donc les Etats-Unis qui sont les mieux placés pour commencer. Mais ils devraient pour cela renoncer à ce que les transactions internationales soient effectuées dans leur propre monnaie nationale, ce qui constitue pour eux un immense privilège. Or c'est sur ce privilège que les Etats-Unis appuient leur illusoire et provisoire prépondérance économique.

Mais comment en est-on arrivé-là? Un retour en arrière s'impose pour quiconque veut comprendre notre temps, fut-ce au risque de devoir remettre en cause bien de ses certitudes et de devoir accepter l'énorme bouleversement qui conditionne la survie de l'humanité au 3^e millénaire.

La garantie d'un étalon

Dans notre raccourci de l'histoire des monnaies, nous n'avons fait qu'évoquer le rôle des échanges internationaux dans les déséquilibres économiques, alors que c'est en ce domaine plus qu'en tout autre que la déraison l'emporte et mène à l'appauvrissement des pauvres de façon scandaleuse, et dans des proportions qui,

elles aussi, croissent au rythme des accélérations foudroyantes propres à notre 20ème siècle.

Rappelons-nous que pour assurer le nombre prodigieusement croissant, depuis quelques décennies, des échanges en tout genre, la monnaie s'est dématérialisée, au point qu'aujourd'hui la part la plus importante de "l'argent" que nous utilisons n'est rien d'autre qu'une promesse (le payer (créée "de toute pièce", si l'on peut dire '.) par un simple jeu d'écritures ou par l'entrée de nombres dans la mémoire d'un ordinateur. Comment s'étonner dans ces conditions que l'aspect humain des entreprises économiques soit aujourd'hui bafoué, asservi sous le joug d'impératifs dits "monétaires" qui se sont peu à peu imposés en douce et le plus arbitrairement du monde?

Car, lorsque tous les échanges reposaient sur la valeur d'une monnaie-marchandise, réelle, concrète, sur l'or par exemple, et quelle que soit l'échelle de ces échanges, entre deux individus, entre deux sociétés ou entre deux nations, la valeur intrinsèque de cette monnaie était une véritable garantie pour les cieux parties, une référence certaine. Mais quand l'or se révéla en quantité insuffisante pour assurer la multiplication des échanges qu'entraînait le développement industriel, la monnaie qui s'imposa comme intermédiaire dans les échanges internationaux fut naturellement celle du pays dont l'activité était alors prépondérante : l'Angleterre et son empire. La Livre Sterling joua donc le rôle de monnaie internationale au XIXe siècle, au début du XXe siècle, même après 1919. Mais l'or restait "l'étalon" permettant de calculer un prix mondial pour une marchandise, même si elle était payée en Livres. Il servait également à mesurer les excédents des balances commerciales des Etats.

De la guerre au règne du dollar

Mais la première guerre mondiale fut pour les Etats-Unis l'occasion d'un grand développement économique, tandis que dans le même temps les pays européens, eux, étaient ravagés par cette guerre, et contraints par conséquent d'avoir recours aux Etats-Unis. Il en résulta un excédent de la balance commerciale américaine, et d'énormes prêts en dollars à l'Europe, tandis que la Livre Sterling, après bien des vicissitudes, perdait sa convertibilité en or, comme cela avait été le cas du Franc en août 1914. Le dollar gardant, lui, sa convertibilité, il fut de plus en plus utilisé comme monnaie internationale.

La seconde guerre mondiale apporta, plus encore que la première, un formidable coup de pouce à l'économie américaine. Du coup, les Etats-Unis, en 1945, étaient sans conteste et de très loin, la première puissance économique, réalisant à eux seuls, la moitié de la production industrielle du monde, tandis que l'URSS et l'Europe ramassaient leurs ruines. Pour consacrer cette suprématie, les Etats-Unis prirent l'initiative de l'accord de Bretton Woods : l'or restait théoriquement l'étalon

général, mais comme le dollar était la seule monnaie convertible, c'est lui qui devint, de fait, la monnaie "de référence".

Le vice fondamental de ce système saute aux yeux : il donne aux Etats-Unis un incroyable privilège : celui de pouvoir "fabriquer" les dollars nécessaires pour "payer" tout ce qu'ils ont besoin d'acheter à l'étranger. La monnaie internationale étant la monnaie nationale des Etats-Unis, ce système fait du marché mondial une annexe du marché américain

Il restait tout de même une restriction : la convertibilité, qui faisait obligation aux Etats-Unis de convertir en or les dollars présentés par une Banque Centrale (par exemple la Banque de France, ou la Banque d'Angleterre), si toutefois celle-ci l'exigeait. Mais entre 1947 et 1971, l'atmosphère de "guerre froide" aidant, les alliés ne tenaient pas à déplaire à la puissance militaire en qui ils voyaient une protection contre une guerre atomique, et les Etats-Unis créèrent 80 milliards de dollars, dont 20 seulement furent convertis. Soixante milliards de dollars-papier ont ainsi servi aux Etats-Unis à financer leurs investissements à l'étranger (le plan Marshall), leurs armements et leur "aide" aux pays sous-développés amis!

Pourtant, à partir des années 60, la croissance économique de l'Europe et du Japon modifia un peu le rapport des forces, tandis que le déficit de la balance commerciale américaine augmentait au point que les avoirs internationaux en dollars (67,3 milliards en 1970) dépassaient de beaucoup les réserves d'or américaines (11,1 milliards en 1970). Si les banques centrales avaient alors usé de leur droit, les Etats-Unis se seraient vus dans l'impossibilité de faire face à leur engagement.

Une entente tacite

Plutôt que de contraindre les Etats-Unis à redresser leur balance commerciale, donc: arrêter le flot de dollars excédentaires, les banques centrales de plusieurs pays européens s'entendirent tacitement avec la Réserve fédérale et convinrent de ne pas demander la conversion de leurs dollars. Cette obligation qui en résulta, pour différents pays, de garder une part de leurs réserves sous forme d'une monnaie étrangère, le dollar, reçut un nom significatif : "le droit de seigneurage externe"

Ce droit d'abord tacite devint public. C'est lui qui permit aux Etats-Unis de consacrer tous leurs efforts au développement de leur économie interne, sans se soucier du fait que, leur balance commerciale et celle de leurs paiements ne cessant d'être déficitaires depuis 1957, ce déficit apportait au monde l'inflation, mais procurait aux Etats-Unis les matières premières dont ils avaient besoin : tous les pays du monde acceptaient d'octroyer le plus énorme des crédits.- au plus riche d'entre eux, et sans réserve. Ce laxisme heurta cependant le Général de Gaulle qui entendit exiger des Etats-Unis le respect de leur engagement de convertir en or l'excédent en dollars des réserves françaises. Alors, c'est très simple, le Président

Nixon décida, le 15 août 1971, dans la quiétude de l'été, - que désormais le -dollar n'était plus convertible. Après quoi, à dater de mars 1973, - les banques centrales décidèrent de ne plus respecter l'obligation de racheter des dollars. Le dollar devenait ainsi une monnaie flottante, c'est-à-dire que sa valeur dépendait du marché des changes. Désormais, la valeur d'une marchandise exprimée en dollars, ou en toute autre monnaie, dépend de l'heure : pour la connaître exactement, il faut savoir l'état des cours sur le marché des changes, et ces cours peuvent être modifiés à tout instant par une offre d'achat ou de vente de devises.

Dès lors qu'il n'existe plus aucune référence, qu'aucune stabilité n'est assurée, que tous les échanges internationaux sont en proie aux variations à peu près imprévisibles du marché, on comprend que la spéculation va régner en maître sur l'économie mondiale. Le centre de ce marché est devenu New-York, où les banques (qu'elles soient américaines, ou filiales de banques européennes ou japonaises) gèrent les comptes les mieux garnis du monde entier. Et lorsque des perspectives de rentabilité se dessinent à Londres, les dollars de ces comptes se retrouvent instantanément dans une banque londonienne qui les change, à la Banque d'Angleterre, contre des Livres Sterling : le marché monétaire est approvisionné. Inversement le jour où le taux du dollar devient plus intéressant, ces Livres franchissent l'Atlantique, sont transformées en dollars et assèchent le marché monétaire. Théoriquement, la banque d'Angleterre (dans cet exemple) pourrait refuser d'accorder les Livres demandées. Mais aucune banque centrale n'est prête à -prendre un tel risque qui mettrait en faillite la banque qui le lui demande : ce refus pourrait déclencher une panique catastrophique. C'est donc: en quelque sorte avec la caution des banques centrales que ces transactions continuent, d'autant qu'elles peuvent être génératrices de beaucoup plus de profits que la plus productive des entreprises... Qu'on ne s'étonne pas dans ces conditions si les investissements diminuent : la spéculation absorbe de plus en plus les capitaux : il est plus rentable de jouer sur les cours, ou sur les changes, ou sur le "terme", bref mieux vaut manipuler l'argent que produire des biens ' Ceci montre qu'aucune banque centrale n'est plus entièrement libre de déterminer ses taux d'intérêts : ce ne sont plus les pays qui décident de leur, propre politique monétaire, tous les Etats sont devenus des "départements" d'un monde capitaliste dont la capitale est New-York, siège de ce "marché" monétaire.

Au moins pourrait-on espérer que la loi du marché va imposer sa sagesse "immanente" et jouer le rôle régulateur que lui prêtent les économistes depuis Jean-Baptiste Say :

Du règne du dollar à celui des multinationales

Hélas pour les économistes classiques, un autre aspect du développement spectaculaire de l'activité économique au 20^{ème} siècle est la création et la croissance des entreprises multinationales et, avec elles, la fin du "marché pur", c'est-à-dire de la loi de l'offre et de la demande, réputée génératrice d'équilibre.

Il y a bien loin, en effet, entre d'une part l'entreprise décrite par Adam Smith et les premiers théoriciens du capitalisme, celle qui devait affronter la concurrence, s'adapter aux choix du consommateur, obéir aux lois du marché pour survivre, et d'autre part les entreprises géantes actuelles qui fabriquent l'essentiel de ce que consomme le monde, mais qui, ayant réparti leurs activités dans plusieurs pays, sont en mesure de disperser les risques, de planifier leurs décisions, d'éliminer les incertitudes. Au lieu d'être soumises au choix du consommateur, elles ont les moyens de lui imposer leur choix, de même qu'elles ont les moyens d'absorber toute entreprise nationale (forcément plus faible) qui porterait ombrage à leur développement. Elles sont également en mesure de contourner les règlements imposés par les Etats et de réaliser des transferts de bénéfices qui échappent à tout contrôle. Elles utilisent pour cela de nombreux moyens ; le plus utilisé consiste à présenter ces transferts de bénéfices sous l'étiquette de redevance d'une filiale envers la maison-mère pour fourniture de "savoir-faire". Il suffit d'adapter le montant de cette redevance au montant des fonds qu'on veut transférer. Un autre moyen consiste à manipuler les exportations : quand une filiale est installée dans un pays qui entend taxer les transferts de fonds, elle se spécialise dans la fabrication de pièces détachées qu'elle expédie, à un prix très bas, à une autre filiale qui, simple usine de montage ruais installée dans un pays sans contrôle, exporte les produits finis avec un énorme bénéfice, aisément transféré alors vers la société-mère. Le procédé est parfaitement légal. La société-mère peut aussi décider que les pièces détachées qu'elle vend à sa filiale sont très chères, ou utiliser la méthode du "termaillage" pour s'abriter contre "le risque de change"...

Des multinationales à la fin de la loi du marché

C'est ainsi que les sociétés multinationales ont entre leurs mains la division internationale du travail, qu'elles organisent désormais, non pas selon les règles classiques décrites par Ricardo, mais selon leurs propres règles et en vue de leurs seuls intérêts. Le volume des marchandises transférées et leurs prix ne suivent donc plus les règles libérales du marché : ils résultent de décisions prises de façon autonome, selon des normes d'optimisation propres aux firmes multinationales et en vue de leur seule expansion. Ces mécanismes sont ainsi aujourd'hui bien plus éloignés de ceux des entreprises traditionnelles, contrôlées par un marché concurrentiel, que de ceux établis par les planificateurs à la soviétique ' Or ces firmes multinationales, au nombre de quelques centaines, gèrent l'essentiel des commerces extérieurs, le budget de certaines d'entre elles dépassant celui de la plupart des Etats-Nations. On peut donc conclure que l'économie mondiale est aujourd'hui entre les mains de quelques firmes qui, à la fois, faussent toutes les règles classiques du marché et échappent totalement aux lois de quelque gouvernement que ce soit.

Cela ne veut pas du tout dire que la fortune du monde est aux mains de quelque "deux cents familles" qu'il suffirait de déposséder pour plus de justice. On

n'en est plus du tout là. La situation est bien plus grave car la responsabilité de l'économie mondiale échappe maintenant à tout contrôle humain, en ce sens que les firmes géantes qui contrôlent le "marché" sont, en fait, -aux mains de cc qu'on appelle "leur management", qui se coopte indéfiniment, car personne n'y détient plus de 1% du capital : Et même, indépendamment de ce morcellement du capital, il est devenu impossible aux actionnaires de dominer la ruasse des informations nécessaires, même s'ils y avaient accès. Les firmes se sont déshumanisées, c'est leurs "technostructures" qui détiennent le pouvoir. Si bien que les multinationales n'obéissent plus qu'à leur logique propre, qui est leur croissance à tout prix, selon les règles de mécanismes technocratiques et gestionnaires, et qui vise donc au renforcement d'un pouvoir devenu incontrôlable clans cc système. L'homo-economicus est un apprenti sorcier : il a mis en route des mécanismes qu'il ne contrôle plus, et qui fonctionnent en mettant l'humanité à leur service. Et il en sera ainsi tant que la volonté politique- ne reprendra pas en main la création de la monnaie, grâce à laquelle se font toutes les transactions. Cette question cruciale est d'autant plus d'actualité qu'il semble que s'il existe une possibilité pour qu'une "troisième force" fasse entendre la voix de la raison entre les deux grands Blocs qui s'affrontent en se partageant le monde, c'est celle de l'Europe. Or les Etats-Unis, le pays le plus endetté du monde (deux fois plus que l'ensemble des pays du Tiers-Monde : 1592 milliards en 1984 contre 810 milliards pour le Tiers-Monde), sont en train de solliciter l'Europe par des propositions qui présentent .pour eux un double avantage : celui de diviser l'Europe ("diviser pour régner") et de relancer l'économie américaine grâce à un redéveloppement de son industrie militaire... que financeraient les Européens, et qui lui éviterait de se voir supplantée par l'économie japonaise...

On comprend ainsi l'urgence qu'il y a à un changement, complet des monnaies.

VI

COMMENT COMMENCER

L'alternative qu'offre l'économie distributive à cette fuite en avant de la croissance, est celle d'un système qui reste à l'échelle humaine. On peut le comprendre par comparaison avec la situation actuelle, soit qu'on imagine que cette économie s'impose d'abord dans un seul pays, comme la France, soit qu'elle constitue le ciment qui formera l'union européenne.

D'abord, le fait qu'en économie distributive tin __pays donné (donc la France, ou l'Europe, ou, plus tard, une repoli) soit seul en mesure de créer sa propre monnaie lui permet, et c'est essentiel, de gérer sa - propre économie. La monnaie distributive rend impossible la spéculation, puisque c'est une monnaie de consommation, donc émise au fur et à mesure que sont créées les productions disponibles et annulée quand celles-ci sont parvenues à la consommation. Et `cette monnaie n'a cours que dans la région où elle est créée et répartie entre ceux qui y vivent. Ainsi, plus de spéculation, plus de transferts en douce, plus de fuites de capitaux. Plus de firmes multinationales toutes puissantes non plus : les entreprises travaillent pour la région où elles sont, ou pour pratiquer des échanges de biens ou de services.

La question qui se pose est évidemment : corn ment opérer des échanges commerciaux avec les autres pays, puisque, nous l'avons dit, aucun pays ne peut aujourd'hui vivre en autarcie.

Si tous les pays ont besoin des autres, tous ont aussi quelque chose à fournir en échange : matières premières ou objets fabriqués, savoir-faire ou même, en cas de cataclysmes, par exemple, main d'œuvre ou aides temporaires.

D'abord : un bilan véritable

Il faut donc établir un bilan de ce qu'on possède, de ce dont on a besoin et de ce qu'on peut offrir pour l'obtenir. Mais concrètement : en terme de "marchandises" et de "services" et non plus sous forme de dollars ou de tout autre devise à valeur flottante! Débarrassés de la hantise de la compétitivité et de la rentabilité, ces deux mamelles de la finance, il faut dresser l'inventaire de tout ce que nous sommes capables de produire avec nos propres moyens (x). Il n'est pas question ici des "prix" de production, mais des possibilités matérielles, des usines qui peuvent fonctionner, des champs qui peuvent produire, des hommes et des femmes qui peuvent travailler à ces productions, ou à leur amélioration. Recensons aussi les entreprises jugées aujourd'hui non compétitives, donc proches de la faillite, mais qui sont pourtant capables de produire encore, même avec un peu plus de main d'œuvre que les autres, en attendant une meilleure organisation. Car nous évaluons ces possibilités

sans tenir compte des "coûts" de main d'œuvre. Par contre, comptons tout ce qu'on peut gagner en développant des industries de récupération. Et celles de réparation... Et apprécions tous les gaspillages qui seront supprimés du fait qu'on ne fabriquera plus un objet en pensant qu'il faut qu'il soit vite à remplacer, "pour créer des emplois et faire tourner l'économie", mais en pensant désormais qu'un objet doit être conçu pour rendre le plus de services et le plus longtemps possible. Il y a tant d'économies insoupçonnées à faire (sans rien y perdre) qu'on commencera par les sous-estimer!

Et puis recensons aussi toute la main d'œuvre disponible, en tenant compte non seulement des actuels chômeurs, mais aussi de tous les emplois qui se révéleront inutiles : tous ceux qui gravitent autour de l'argent, des activités "d'affaires", (démarcheurs, cambistes, courtiers, conseillers financiers), des publicités, des "forçages" à la consommation et des artifices qui y sont liés, toute la bureaucratie des impôts, des taxes, des redevances, des patentes, des contrôles fiscaux, etc...

Alors on prendra conscience de nos vraies possibilités et on pourra s'organiser pour les utiliser au mieux, en fonction des besoins... dont le recensement est tout aussi nécessaire. Celui-ci sera peut-être difficile, au début, puisqu'à l'heure actuelle on ne connaît que les besoins des gens qui ont les moyens de les satisfaire... On doit tout de même pouvoir estimer les besoins les plus pressants des autres

Confrontons alors ces possibilités et ces besoins. Nous avons des économistes et des statisticiens, pourvus d'ordinateurs et de méthodes de calcul pour établir ces bilans. On verra alors que, même en faisant tourner quelques entreprises dites aujourd'hui "non rentables" avec quelques-uns des "licenciés pour cause économique", l'économie des besoins s'avèrera source de loisirs, dans une société dont le rythme, plus sage que celui de la compétitivité à tout crin, l'orientera vers des activités libres, gratuites et enrichissantes... mais au sens humain du terme.

Ce bilan fait, on saura ce qu'il faut nous procurer à l'extérieur pétrole, coton, métaux non ferreux etc... D'après ce qui précède, on voit bien que cette 'liste de besoins sera beaucoup moins longue que celle de nos actuelles importations. Prenons l'exemple du pétrole, parce que c'est celui qui paraît essentiel. Réalise-t-on quelle économie on peut faire en développant les transports par le rail, à traction électrique "? Cela réduirait des 3/4 la circulation routière : Mais dans notre système actuel ceci apparaîtrait catastrophique pour la corporation des routiers, alors qu'en économie distributive... ce serait aussi une grosse économie d'emplois, donc une réduction, pour tout le monde, du temps de service

Pour importer ce qui restera nécessaire, il s'agira alors de trouver les fournisseurs avec qui passer des contrats, non plus d'achat et vente contre des dollars ou toute autre devise, (mais d'échanges de marchandises, de biens ou de services parfaitement définis. Les balances commerciales s'établiront concrètement : on sera "en compte" : on devra livrer tant de camions dans l'année, ou installer telle usine contre tant de tonnes de pétrole, selon un contrat passé de gré à gré et

qu'aucune spéculation ne viendra ensuite modifier. Tout pays, toute région, peut ainsi fort bien entreprendre de passer des contrats avec tout autre. Et ceci peut même se faire à l'initiative des entrepreneurs,' dans le cadre des besoins de la région, car ce n'est que dans notre système actuel en crise que les responsables politiques ont dû se transformer en démarcheurs commerciaux

Des échanges concrets ...

Il est bien évident, sans entrer ici clans les détails, que les relations commerciales entre les pays sont toujours des échanges de biens ou de services. Ces échanges ne peuvent pas être équitables si on ne considère que des ventes, unilatérales, contre le versement d'une somme en monnaie dont la valeur change d'un instant à l'autre sous l'effet de la spéculation. Surtout si les prix mondiaux sont fixés par le pays le plus fort... et, qui plus est, si seul ce pays est libre de créer à sa guise la monnaie qui sert à toutes les ventes internationales! Il faut donc revenir à la notion de "troc" entre les pays ou les régions, sous la' forme de contrats bien définis telles marchandises ou tels services contre tels autres, à telle date, ou dans tels délais. Les pays se paient "en nature". Ils "tiennent leurs comptes" entre eux.

Je souris à la pensée du lecteur qui me dira : "mais si un pays ne remplit pas son contrat envers un autre?", car je pense à toutes les dettes internationales à l'heure actuelle, à toutes les balances commerciales en déséquilibre. On ne doit pas pouvoir faire vraiment pire! Pourtant il existe un Fonds Monétaire International (c'est lui qui prône l'austérité aux pays pauvres qui doivent des dollars)

et non la spéculation à tout crin

Réfléchissons à tous les changements résultant du fait que chaque pays du monde émet sa propre-monnaie pour son seul usage interne (x-), et donc traite sans contrainte "spéculative" ses accords de troc avec les autres pays. C'est toute l'économie du monde qui change d'aspect en s'affranchissant de la spéculation internationale, car la guerre économique sans merci qu'est devenue la course "pour prendre un marché" aux concurrents fait place à ces contrats, c'est-à-dire, en fait, à des accords de coopération. Dès lors qu'une entreprise, quelle qu'elle soit, n'a plus un intérêt financier à placer ses produits, c'est la qualité de ses produits, leur utilité, qui deviennent essentielles. Prenons l'exemple devenu classique de la vente de lait en poudre par Nestlé. On sait que cette firme, à l'instar de tant d'autres, mena naguère une gigantesque campagne publicitaire pour convaincre les pays du Tiers-Monde de la supériorité du lait en poudre sur le lait maternel. Le résultat fut une catastrophe pour les enfants nourris avec du lait en poudre dilué avec l'eau non potable que leurs mères utilisaient... Or ce désastre n'a pas d'autre raison d'être que le fait que la publicité pour une telle vente était "payante" pour les actionnaires de Nestlé. Sans cet aspect de rentabilité financière, les consommateurs d'un pays ne

sont plus les proies, plus ou moins faciles, d'un éventuel importateur. L'économie d'un pays peut donc avoir pour objectif la satisfaction des besoins de ses habitants. Nul doute que dans un tel monde il sera enfin possible de créer de véritables institutions mondiales.

Ouverture au mondialisme

Alors, au Fonds Monétaire International et autres organisations capitalistes pourront enfin se substituer des institutions telles qu'un Fonds Mondial de Solidarité, un Fonds Mondial d'Assistance en cas de catastrophe, une Gestion Mondiale des Matières Premières, une Organisation Mondiale pour la Protection des Réserves Naturelles, etc... Tout ceci pourra se faire ensuite.